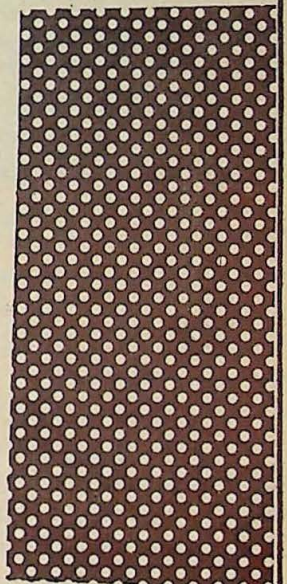
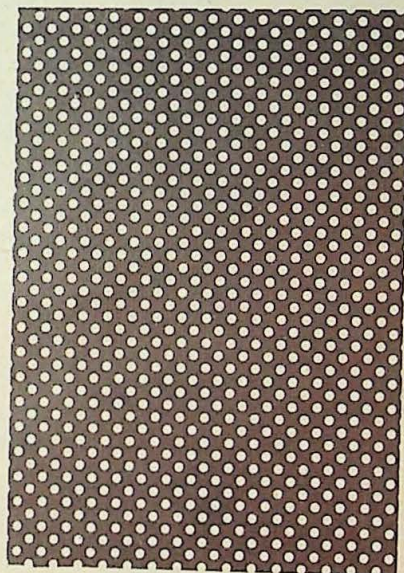
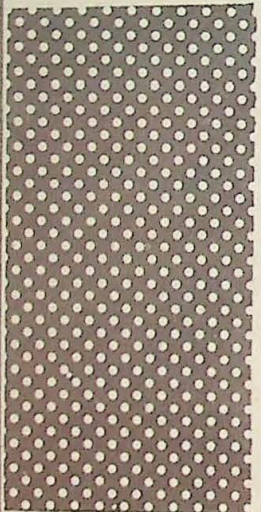
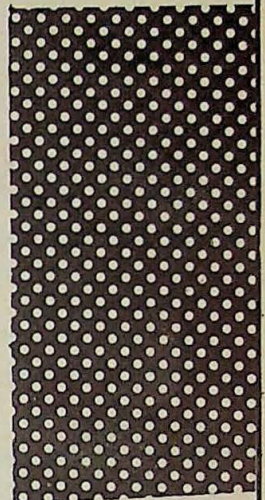
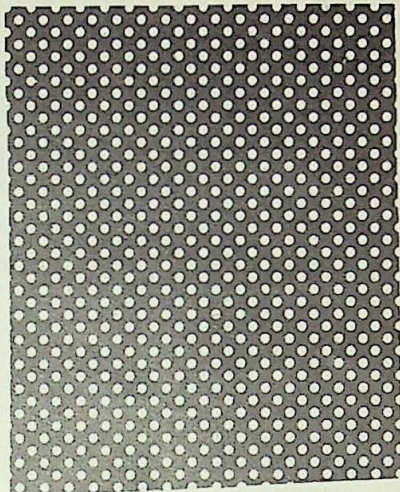
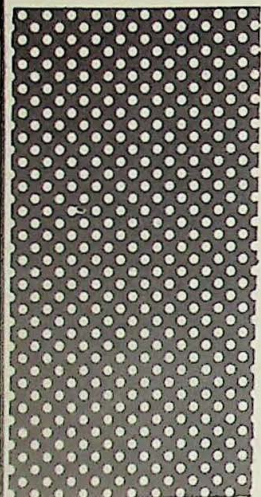


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 22 MAI 1969
N° 412 — 1,50 F



**VOTEZ
ROCARD**

le candidat
du
socialisme

Sommaire

Luttes ouvrières

4. Ce que disent les travailleurs.

Jacques Ferlus

Vie économique

6-7. La menace des sociétés multinationales.

Michel Breton

Campagne présidentielle

8. A Saint-Nazaire, avec Michel Rocard.

Lucien Saintonge

9. Avant-garde et avant-gardisme.

Rémy Grillault

10. Nos tâches

Yves Serjeune

11. Les patrons récupèrent leur argent.

François Lacaille

20. Un destin national de plus.

Pierre Gautier

Luttes internationales

13. Paix et guerre vietnami-sées.

Henri Beley

14-15. Moscou 69 : Unanimité à tout prix.

Victor Fay

16. Pays basque espagnol : Du nationalisme au socialisme.

Març Echeverry

Vie culturelle

17. L'art en question.

Jacqueline Giraud

18. Théâtre : Des contre-révolutionnaires et des rats.

Dominique Nores

19. Cinéma : La répétition générale.

Jean-Luc Pouillaude

Un film comme les autres.

Jean-Paul Fargier

Actuelles

Elections truquées à la Réunion

Nous publions ci-dessus des extraits d'un communiqué que nous a transmis le directeur de « Témoignage », quotidien du P.C. réunionnais :

Les conditions du scrutin du 27 avril ont confirmé entièrement les prévisions.

Toutes les consignes de fraude données par l'administration aux fraudeurs ont été appliquées avec une stupidité et une grossièreté systématiques.

Le décalage horaire (3 heures) entre la Réunion et Paris n'a pas permis aux fraudeurs et à l'administration d'adapter les résultats de la Réunion à ceux de France. Non seulement ils ont bourré les urnes, mais ils l'ont fait aussi massivement que possible, que dans les Territoires des Afars et des Issas, aux Comores et plus même qu'à Wallis et Futuna.

En fait, malgré la désertion par les électeurs des bureaux de vote tenus par les seuls fraudeurs, ces derniers ont décidé « pour la vraisemblance » de proclamer le même nombre de suffrages « exprimés » que lors des élections législatives du 23 juin 1968 :

— 108.711 suffrages exprimés le 23 juin 1968.

— 108.426 suffrages exprimés le 27 avril 1969.

Ils n'ont fait que reporter sur le OUI les voix des candidats communistes et des autres candidats des élections législatives.

En réalité, tous les observateurs ont pu voir le jour du scrutin, les bureaux de vote déserts : le mot d'ordre de boycottage du P.C.R. et de l'opposition a été très largement suivi dans toute l'île. Non seulement les Réunionnais ont refusé de cautionner cette nouvelle mascarade, mais ils ont encore manifesté leur volonté de lutte contre la fraude. Ainsi la radio a-t-elle dû annoncer différents incidents, pour les minimiser : on peut cependant noter de courtes manifestations, des barrages de route à la Rivière Saint-Louis et à Saint-André, des fils téléphoniques sectionnés, etc.

Depuis que les Réunionnais ont appris le succès du NON en France, manifestations et meetings se sont succédé ; manifestations à La Rivière, à Saint-André, au Port, au Piton Saint-Leu, à Saint-Pierre, à Saint-Louis, au Tampon, etc., meetings à Sainte-Clotilde, Le Port, Saint-André, Saint-Pierre, Saint-Louis, Tampon, La Rivière, etc.

A travers toutes ces manifestations, la volonté du peuple

réunionnais est claire : ne plus voir se reproduire dans notre pays le renouvellement de telles mascarades. □

Cage d'escalier

Un ami, l'autre jour, me contait cette fable des temps modernes :

« J'ai la chance — heureux homme que je suis — de demeurer en un coquet I.L.N. de soixante logements et de nom champêtre, sis à la périphérie mancelle et plongeant sur une colline verte et parfumée, à t'en faire passer le goût de la fumée d'usine.

Béni des dieux, décidément, poursuivit cet ami, je vivais jusqu'alors en bonne intelligence avec la majorité de mes voisins.

Nous nous saluions, nous croisant, matin et soir, dans la cage d'escalier, nous échangeant de ces propos souriants et anodins sur la couleur du ciel, la vindicte des nuages, voire le trèfle qui prolifère sur la pelouse de l'immeuble. Mes voisins plus âgés disaient de ma femme et moi-même : « Voilà un jeune couple sérieux » et tendaient une main moite d'indulgence à notre bambin. Bref nous leur plaisons. Sachant leurs goûts — donc leurs lectures — très peu portés vers la révolution, j'attendais la nuit tombante pour glisser dans leurs boîtes à lettres tracts et revues. Il faut dire que je n'ai pas de cheveux longs, n'écoute jamais (et suis conscient de cette lacune) de musique de jazz, observe le silence le plus complet après 22 heures, et ne démarre jamais du parking sur les chapeaux de roues, autant de qualités propres à t'assurer l'estime de tes contemporains les plus immédiats.

Or, l'autre jour, pour des raisons que je t'épargnerai, je me suis fâché avec ce qui incarne dans mon immeuble : l'ordre, la police, le calme, la (fausse) sécurité, j'ai nommé le règlement. Je l'ai lu, relu, pourquoi m'en cacher je l'ai trouvé con ; j'ai aussi appris avec quelque étonnement qu'avant même de l'avoir reçu et, bien entendu, sans en avoir discuté, je l'avais approuvé (petite astuce de propriétaire !). Bref, avec deux autres « contestataires » nous en avons appelé à la conscience collective, n'hésitant pas à faire le porte-à-porte, brandissant l'étendard (rouge, rouge) de la démocratie.

T'étonnerai-je, mon camarade si je souligne au passage que si le compte chèque des locataires est considéré, par la société de gestion, comme parfaitement digne de respect, les locataires eux, sont traités avec cette « aménité », cette condescendance qui vous caractérisent dans nos républiques bourgeoises, l'attitude d'un pé-dégé vis-à-vis d'un manoeuvre.

Toutefois, comme nous projetions d'organiser une amicale protestions, revendiquions, le gérant m'a tendu sa patte de velours. Il m'a dit que s'il n'y avait que des locataires comme moi (eh ! j'exerce une profession dite intellectuelle) les problèmes ne se poseraient pas ; qu'en un mot comme en cent la difficulté venait de certains « indignes de vivre en société » (sic). Faut-il te dire, camarade, que ces « certains » comme par hasard, étaient des ouvriers ? Cette tactique patronale est vieille comme le monde...

Donc nous avons continué à poser nos exigences : aménagement des aires de jeux, sécurité des enfants, discussion « locataires-propriétaires », révision du règlement. Une voisine m'a dit d'un ton pincé « Jamais je n'aurais imaginé que vous puissiez prendre la tête de ce mouvement... » Pas question de s'arrêter en si bon chemin, bien sûr. Le plus dur se posera quand il faudra faire sentir à ceux qui acceptent l'action collective que notre action ne saurait qu'être politique ; que, hormis cela point de salut. On ne découvre pas la lutte de classes chez la comtesse de Ségur... Dans la réalité quotidienne le pouvoir est à prendre aussi bien à Paris qu'au niveau d'une cage d'escalier.

Voilà : hier j'étais considéré. Aujourd'hui j'ai des ennemis. Je défie l'ordre, l'autorité, la hiérarchie, la tranquillité de tout ce petit monde. Au fond notre obstacle essentiel ce n'est pas le gérant (ce tigre de papier), mais plutôt la télé vendue, la presse pourrie, la morale bien pensante et individualiste, en un mot l'idéologie bourgeoise. Qu'importe, camarade, a conclu mon ami, le combat continue. » □

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

de soutien à partir de 80 F
Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :

54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)

Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré
à 40.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège

de l'Administration
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Force d'appoint ou force d'intervention

Jean-Marie Vincent

Dans le cadre du régime capitaliste, les élections n'expriment que d'une façon déformée les intérêts et les aspirations de l'immense majorité de la population. La politisation qui se manifeste au cours des périodes électorales est elle-même fortement teintée d'apolitisme dans la mesure où les électeurs sont appelés, non à traduire leurs problèmes quotidiens et les difficultés de leur vie de travail en une série de thèmes d'action et de transformation des structures sociales, mais à choisir entre des candidats à qui ils délèguent sans possibilité de contrôle le soin de les représenter. Si l'on tient compte, en outre, du poids énorme des moyens financiers et matériels de la bourgeoisie, de la force des habitudes de passivité et de subordination inculquées aux masses populaires par la domination capitaliste dans les entreprises et dans les bureaux, on se rendra compte à quel point les élections favorisent le travail de désorganisation, de démoralisation de l'action socialiste des travailleurs.

En fait, l'influence corruptrice de la démocratie formelle sur les partis ouvriers et socialistes est depuis plus de cinquante ans un sujet de préoccupation et de réflexion pour les révolutionnaires du monde entier.

Pourtant de Rosa Luxemburg à Lénine, de Karl Liebknecht à Trotsky ou Gramsci les grands leaders du mouvement ouvrier se sont toujours opposés à l'absentéisme élevé à la hauteur de principe général d'action. Ils ont affirmé avec force qu'en dehors des périodes où le problème du pouvoir d'Etat était explicitement et immédiatement posé, il fallait utiliser la tribune des élections, non seulement pour faire de la propagande et répandre à cette occasion des idées systématiquement ignorées par les grands organes de diffusion, mais aussi pour empêcher que la non-participation socialiste ne livre entièrement le terrain à l'adversaire de classe, ne lui fournisse l'occasion de capter sans difficultés les courants critiques en les détournant vers des solutions sans danger pour le système. En ce sens, les élections sont des épisodes de la lutte des classes politique et représentent un champ d'action où il est essentiel de contrecarrer les différentes manœuvres des fractions plus ou moins opposées entre elles de la bourgeoisie.

Dans l'actuelle élection présidentielle, les diverses fractions du camp de la bour-

geoisie ont entre elles un intérêt majeur : éviter tout ce qui d'une façon ou d'une autre pourrait amener le renouvellement d'une situation sociale chaude comme en mai-juin 1968. Pour cela Pompidou s'efforce d'exorciser le spectre du mouvement de mai en se prévalant de ses pauvres mérites d'« homme fort » au cours de la période troublée (il a conservé son sang-froid alors que la plupart de ses ministres s'agitaient dans la plus grande des paniques). Mais il ne peut empêcher que d'autres courants conservateurs ne soient sceptiques sur la capacité de maintien de l'ordre d'une équipe dirigeante, sans doute trop marquée par l'autoritarisme gaulliste, en même temps que dépouillée de l'auréole dont bénéficiait le général de Gaulle (celui-ci va ostensiblement en Irlande et le fidèle Capitant grogne dans son coin).

Les manœuvres de la classe dirigeante

Beaucoup d'hommes politiques conservateurs préfèrent miser sur une droite plus benoîte qui, tout en conservant le sabre de Marcellin, saura manier le goupillon de M. Poher et offrir la perspective d'une V^e République assouplie ou d'une quelconque démocratie rebadigeonnée. D'autres encore songent déjà aux grands efforts de synthèse, aux fructueuses négociations qui, au bout d'une période de conditionnement réciproque des deux candidatures Poher et Pompidou, permettraient de créer cette grande force conservatrice unifiée où leurs services seraient dûment récompensés.

Ce grand jeu ne peut naturellement se limiter à ces échanges aigres-doux. A l'avance on n'est pas du tout certain que les électeurs de gauche se laisseront tenter jusqu'au bout par l'air rassurant de M. Poher. Et puis il ne faut tout de même pas complètement négliger des organisations comme la S.F.I.O. qui ont déjà si bien servi et qui peuvent encore se révéler si utiles.

C'est d'ailleurs pourquoi on laisse si vite tomber un voile pudique sur les débordements d'Alfortville et pourquoi Gaston Defferre, il y a encore quelques jours X déprécié, devient brusquement pour certains une carte intéressante. On le gonfle ainsi que son compagnon de fortune Mendès France pour en faire un candidat au deuxième tour, même si on compte ou on escompte que Poher et Pompidou seront les véritables candidats du deuxième tour.

Il est vrai qu'il est moins facile de faire entrer Jacques Duclos et le P.C.F. dans le carrousel. Mais à tout prendre, même s'il est un peu gênant, il n'est pas trop dangereux. Il mène gaillardement sa campagne de la façon la plus traditionnelle, mais il réproouve très vigoureusement les trublions et apparaît comme un homme d'ordre malgré ses déclarations contre les trusts. On est sûr que ses électeurs ne seront pas amenés à concevoir et encore moins à développer des pensées « coupables » ou « mauvaises » sur l'actualité de la lutte pour le socialisme et la nécessité d'affronter les capitalistes partout où cela est possible.

L'objectif à atteindre

Ainsi la bourgeoisie, et en général tous les hommes politiques dirigeants, même s'ils peuvent être inquiets pour leurs ambitions personnelles, croient malgré tout que le fantôme de mai 68 ne viendra pas troubler leur quiétude. Le « non » du référendum, les élections présidentielles avec leur confusion apparente constituent, pensent-ils, un exutoire suffisant pour le mécontentement populaire.

C'est ce calcul qu'il s'agit de déjouer grâce à la campagne de Michel Rocard, grâce à la mise en évidence des véritables problèmes que les masses doivent affronter maintenant et dans les mois qui viennent. La campagne du courant socialiste ne peut donc viser à concurrencer ses adversaires sur le plan des slogans somnifères ou des embrassades hypocrites.

Elle doit, au contraire, déranger les dispositifs en place, mettre en lumière les combinaisons qui s'échafaudent, non pas par une vaine dénonciation des tares apparentes de la vie politique, mais par une dénonciation des desseins de classe qui leur sont sous-jacents et par la défense de solutions socialistes (objectifs et moyens pour les atteindre).

C'est à cette condition, c'est à ce prix qu'une grande partie des éléments les plus politisés dans les villes et les campagnes comprendront qu'aujourd'hui le véritable choix pour le mouvement ouvrier et socialiste est entre une expression politique qui fait des masses la force d'appoint d'une fraction ou d'une autre de la bourgeoisie et une expression politique qui, au contraire, permettra aux travailleurs de ce pays de constituer une force d'intervention autonome contre le capitalisme et son système politique, c'est-à-dire contre son Etat.

Ce que disent les travailleurs

Jacques Ferlus

Le lecteur de « l'Humanité » est sûrement un homme heureux. Pas de problème pour lui : il n'y a qu'un seul candidat valable en la personne de Jacques Duclos qui représente « l'union des forces de gauche ». Pour « l'Humanité » la chose est entendue : il y a le groupe Poher-Pompidou-Defferre et de l'autre, le camarade Duclos porté à la candidature par le courant populaire. A en croire ce journal, il n'y a que lui qui tient meeting, qui parle à la télé et à la radio, qui a des comités de soutien actifs et les plus larges. C'est une certaine conception de l'objectivité de l'information.

Certes, les militants communistes se sont montrés très actifs et dans les entreprises les comités de soutien à Jacques Duclos sont effectivement nombreux. Mais ils sont loin de rassembler tous les travailleurs, y compris les syndiqués et les sympathisants de la C.G.T. Dans les usines et les bureaux, l'affaire du 1^{er} juin n'est pas aussi simple que le laisse croire « l'Humanité ».

La politique, ce n'est pas des mots-croisés

Dans une cantine d'entreprise. Nous sommes quatre à table. Deux sont syndiqués, le troisième ne l'est pas. C'est lui qui place la discussion sur le terrain de l'élection présidentielle. « Elle est belle votre gauche. Vous allez faire passer Pompon au premier tour. » La réponse ne tarde pas : « Et toi tu attends que nous soyons tous d'accord pour te syndiquer ? — Exactement — Eh bien si nous sommes dans la m... c'est de ta faute. On est 1.000 dans la boîte et il y a 120 syndiqués. On se tape le boulot contre les patrons et on est critiqué par les copains. Le syndicalisme et la politique ce n'est pas des mots-croisés ; ça se pratique sérieusement. Si nous sommes divisés c'est bien à cause de l'indifférence de la majorité des copains... »

Un peu plus tard les deux militants m'expliquent la campagne qu'ils essaient de mener. « Nous n'avons pas l'intention de créer un comité de soutien pour un candidat. D'abord, ce n'est pas le rôle du syndicat. Le P.C. l'a fait, mais cela ne va pas au-delà de quelques signatures recueillies. Il faut aller plus loin. Les gars ont été éccœurés par la gauche et surtout par la S.F.I.O. Il nous faut expliquer pourquoi on en est arrivé là. Il faut leur faire comprendre qu'ils sont eux-mêmes un peu responsables à cause de leur indifférence, de leur capitulation devant les vrais problèmes de l'entreprise comme du pays. C'est long, mais je crois que ça peut payer. Je souhaite que pendant la campagne télévisée,

les candidats puissent faire prendre conscience aux copains de leur insécurité, de leur dépendance, de leur espoir de bonheur et de justice. Ceci afin de les entraîner dans la lutte organisée. Celui qui saura faire ça nous rendra un fier service. »

« Rocard : Il a l'air sérieux »

Dans le métro, la conversation de deux voisins de banquette, L'un est un employé de bureau, un « col-blanc ». L'autre est un vieil ouvrier.

mais cette fois je ne crois pas que je le ferais. Depuis Mai les communistes me déçoivent. Je suis quand même à la C.G.T. et j'y reste. Les S.F.I.O., je ne les ai jamais aimés. Ils parlent comme des patrons et veulent avoir les ouvriers avec eux. Rocard ? Je ne le connais pas. Je vais suivre sa campagne. Il a l'air sérieux. Et puis il faut des jeunes ». Son voisin intervient : « De toute manière, la gauche ne gagnera pas » « — Je n'en ai rien à foutre ! Elle ga-



Collombert

« J'ai connu 36 dira-t-il. » De sa serviette à casse-croûte, il sort sa documentation électorale : des tracts recueillis depuis quelques jours. « Ça c'est les gaullistes. Que tu les lises ou que tu ne les lises pas, c'est la même chose. On sait bien ce qu'ils font depuis dix ans. D'ailleurs les promesses de la droite c'est toujours pour te faire cocu ». « Et Poher ? » demande son voisin qui lit « l'Aurore » depuis que « Le Figaro » est en grève. « — Je ne sais rien sur lui, et pourtant je suis au courant. Il doit manquer de militants. Il a une bonne tête mais ça ne fait pas tout. Pompidou a dit qu'ils avaient le même programme, dans ces conditions il faut les mettre dans le même panier. »

J'interviens pour demander ce qu'il pense des candidatures de gauche : « Je suis socialiste depuis toujours. J'ai constamment voté P.C.,

gnera un jour. Pendant 30 ans on a rêvé de 36 et puis l'année dernière les jeunes nous ont réveillés avec un formidable coup de pied au cul. Il ne faut pas oublier ça monsieur. »

Mon grand-père est plus jeune que Duclos

Le 1^{er} juin, comme pour toutes les élections, il y aura ceux qui iront voter pour la première fois. La demoiselle qui est devant moi aura 21 ans le 18 mai. Elle est dactylo et en définitive assez inquiète de ce qu'elle devra faire dans quinze jours. « Je n'y comprends rien. Les têtes de vieux que je vois à la télé me déçoivent. J'ai entendu dire que Duclos est le candidat de la jeunesse. Quelle Jeunesse ? Mon grand-père est plus jeune que lui, il est pourtant singulièrement déphasé. Je voudrais qu'on m'explique. Ils utilisent des mots

que je ne connais pas. Ils parlent d'un passé qui ne me concerne pas : j'avais dix ans quand la IV^e République est morte. »

Dans la même entreprise une déléguée du personnel m'expliquera les difficultés que rencontrent les syndicats pour atteindre les jeunes.

« Nous n'avons pas le même langage qu'eux. Les filles arrivent ici à 17 ans, elles sortent de l'école. La plupart sont dactylos parce qu'elles n'ont pas eu la possibilité de faire autre chose. Elles sont déçues en entrant au travail, mais le cadre de l'entreprise assez agréable, un salaire honnête empêchent tout sentiment de révolte. Les problèmes et les difficultés qu'elles expriment se situent toujours hors de l'entreprise. Et les syndicats ne sont pas armés pour y répondre. Il faudrait pouvoir profiter de cette campagne pour faire une véritable éducation civique et politique. Pour cela aussi nous sommes démunies. »

Naissance d'un Comité Mai 69

Ici, c'est un militant P.S.U. Il est connu comme tel dans cette entreprise de 300 salariés. Autant dire que les conversations vont bon train depuis le début de la campagne. « J'ai dû répondre à un nombre de questions incroyable. C'est dans des situations pareilles qu'on constate le manque d'information politique des gens. Ceux qui réfléchissent un peu sont complètement perdus. D'abord, il a fallu leur expliquer la situation du mouvement socialiste, la trahison de la S.F.I.O.; combattre le mythe Mendès France. La plupart de ceux qui sont venus me voir ne sont pas engagés syndicalement, mais ils sont attentifs aux problèmes de l'entreprise. Quand

on leur explique les problèmes de l'unité du mouvement ouvrier, ils comprennent. Au bout d'un certain temps, quelques-uns se sentent concernés, voire responsables. »

« Le courant socialiste ? Ils l'ont compris. Il faut dire que je n'ai jamais raté une occasion depuis des mois, pour leur passer T.S. La candidature de Rocard et la manière dont elle est présentée les intéresse. Avec sept d'entre eux nous avons eu deux heures de discussion à la sortie du travail. On doit recommencer. Un comité mai 69 ? C'est sûrement ça, mais nous n'en parlons pas encore. Il faut aller doucement. Ces gars là n'étaient rien il y a quinze jours. La réflexion politique et d'une certaine manière, l'engagement sont entrés chez nous. Un exemple : Il y a 8 jours, la candidature Poher avait des sympathies dans le groupe. Aujourd'hui, elle est combattue par tous.

Partout les travailleurs se sentent concernés par cette élection. Bien sûr, ils veulent qu'il soit répondu à leurs besoins et à leurs aspirations. Mais ces conversations prouvent que cela ne leur suffit pas. Une campagne électorale c'est aussi un immense débat. Dès qu'on donne la parole à un travailleur, on lui permet de faire un grand pas en avant dans la prise de conscience politique. Ce déficit du P.S.U. se révèle payant, plus payant en tout cas que de recueillir des milliers de signatures, de toute façon, anonymes.

Le militant P.S.U. m'a dit : « Je voulais prendre huit jours de congé pour la campagne électorale. Je laisse tomber. Je viens de comprendre que mon véritable boulot de militant c'est avec les sept copains de l'entreprise. Les affiches, je les collerai la nuit. » □

Actuelles

Grève chez Citroën

Depuis la semaine dernière les ouvriers de Citroën à Mulhouse sont en grève. Pourquoi ?

Tout d'abord, Citroën n'est pas signataire de la convention régionale de la métallurgie. Conséquence pratique : les salaires y sont inférieurs de plus de 10 % à ceux pratiqués ailleurs dans ce secteur. La première revendication des grévistes est donc l'augmentation de 10 % de leurs salaires et la signature de la convention collective. Des promesses de primes mensuelles non tenues sont aussi à l'origine de leur mécontentement. Ils demandent également la revalorisation de la prime semestrielle au même tarif que celle de la région parisienne, un congé supplémentaire d'ancienneté à l'image des mensuels, et des primes d'équipe.

Mais la raison essentielle de la combativité des travailleurs de Citroën est une conséquence directe de l'ambiance qui peut régner à l'entreprise. Que ce soit dans ses usines de Paris ou de province, la direction a toujours exercé une répression interne. Tout le monde sait que, avant Mai, seuls existaient des syndicats-maison chez Citroën. A Mulhouse, la C.F.D.T. n'y est que depuis trois mois, et exige toujours — autre motif de grève — la mise à la disposition du syndicat des locaux prévus par la loi et l'application stricte des accords de Grenelle en ce qui concerne le droit syndical. La répression s'exerce surtout par les contremaîtres, militaires retraités, auteurs d'une formule révélatrice : « On va vous apprendre à travailler, sales Alsaciens ! »

La dévaluation évitée en 1968
le sera-t-elle en 1969 ?

LA CRISE DU FRANC

PAR VICTOR VOLGOUVE

Directeur du Service économique d'une grande banque privée

Collection "Société" dirigée par R. Fossaert,
n° 34, un volume 144 pages 6 F

SEUIL

Inutile de préciser que les relations se sont très vite tendues. Les piquets de grève ont eu affaire dès le lendemain aux provocations de deux briseurs de grève en complet-veston-cravate, descendant d'une voiture immatriculée à Paris, et que se mirent à arracher les affiches sous le nez des piquets. Chaque gréviste reçut également le lendemain une lettre de la direction faisant allusion à des « pertes de salaire qui résulteront de la grève lors des prochaines payes ».

La direction a néanmoins été obligée de reculer. Après avoir annoncé qu'elle ne négocierait pas tant qu'il y aurait grève, elle a dû faire face à l'occupation d'usine et dès mercredi soir, une réunion a eu lieu. Les travailleurs de Citroën ne céderont pas. Ils savent que leur position est forte, car l'usine de Mulhouse fabrique des pièces nécessaires à toutes les chaînes de montage. Elle peut donc bloquer toute l'activité de Citroën.

Cette grève vient un an après mai 68 et déjà les patrons rognent sur les accords de Grenelle. Les travailleurs ne sont pas dupes. Ils savent que seule la lutte paye. Après les travailleurs alsaciens en grève à Andlau, Schirmeck, Guebwiller, Bitschwiller, Bourzwiller, Altkirch, dans la potasse et à la C.T.S., ce sont maintenant les métallos de Citroën qui se dressent contre l'exploitation patronale.

Les patrons se sucent, les ouvriers triment !

La véritable lutte se passe dans les usines !

La lutte contre le capital passe par le contrôle ouvrier.

Renault : accord sur le droit syndical

En juin dernier, les syndicats de chez Renault avaient refusé de si-

gner l'accord proposé par la direction. Le travail avait repris sur la base d'un constat.

Après de longues négociations, un accord sur le droit syndical vient d'être signé par tous les syndicats et la direction.

Désormais, le délégué syndical permanent de sa centrale est assuré de retrouver son emploi à la fin de son mandat.

Le délégué syndical au Comité central d'entreprise bénéficie d'un crédit de 50 heures par mois.

Chaque organisation syndicale bénéficie d'un crédit de 160 heures par mois pour six délégués.

Ces diverses dispositions sont nettement plus avantageuses que celles prévues par la loi de décembre 1968. Toutefois, cet accord ne marque pas une amélioration du climat social de chez Renault. La direction refuse toujours de discuter un nouvel accord général d'entreprise. □

Le patronat ne tient jamais ses promesses

L'entreprise Latimier à Boucau (Basses-Pyrénées) vient de fermer ses portes. Pour éviter la colère des 220 salariés, on leur a promis le règlement de leurs salaires, des préavis et des congés payés.

Mais le syndic et l'administrateur judiciaire refusent d'exécuter ces promesses. Les 220 travailleurs soutenus par les 2.000 ouvriers des usines voisines, n'arrêtent pas de manifester et de bloquer les routes de la région. On n'a pas évité la colère.

Même lorsque le Patronat se montre incapable de gérer les entreprises, ce sont les travailleurs qui en supportent les conséquences. A quand des condamnations sévères pour de tels incapables. □

L'affaire Schneider : la menace des sociétés multi-nationales

Michel Breton

L'élection du Président de la République n'intéresse plus guère les hommes d'affaires, ou la Bourse ; l'essentiel est désormais fait puisque De Gaulle va être remplacé par un meilleur rempart du capitalisme, c'est-à-dire un défenseur qui ne posera pas de questions, et ne tentera pas de faire le bien des hommes d'argent malgré eux. Mieux encore, l'opinion est passionnée et « joue » sur Poher ou Pompidou comme s'il s'agissait d'une course où ce sont les autres qui courent... Pendant ce temps-là, on peut donc agir et régler les affaires sérieuses !

C'est à quoi s'emploient les principaux groupes financiers, une fois encore unis dans une même « croisade » ; deux dangers menacent en effet la tranquillité et la prospérité du capital : l'intervention de l'Etat, d'abord, les groupes financiers étrangers ensuite.

Le premier est assurément le plus grave car, tout en combattant l'Etat, il faut bien prendre garde de ne pas perdre le bénéfice de ses bienfaits ! Or jusqu'ici, que ce soit pour « sauver » une entreprise en perdition, pour « restructurer » un secteur assailli par la concurrence étrangère, pour aider un groupe ou plusieurs à prendre une place dans une technique de pointe, chaque fois l'Etat n'a pas ménagé ses efforts, surtout financiers, et même n'a pas craint quelquefois d'enfreindre ses propres règles sur la concurrence, en réservant ses commandes à tel ou tel fournisseur, quel que soit leur prix.

Quelle contrepartie était exigée des sociétés ainsi « aidées » ou « incitées » ? Officiellement, personne ne le sait car aucune des conventions, aucun des contrats, passés entre le gouvernement et tel ou tel groupe industriel, ou financier, n'a été publié en totalité ; bien plus, le secret est si bien gardé que même les services chargés d'exercer une tutelle ou un contrôle sur les entreprises bénéficiaires n'en ont pas connaissance. Comment expliquer cette discrétion, cette dissimulation même, qui va de pair avec une publicité excessive sur la « portée nationale » des accords passés et la « nouvelle chance » à chaque fois donnée à l'industrie française ?

Depuis quelques semaines, deux incidents nous permettent d'avoir

l'explication. D'abord, un ancien P.D.G. de la Compagnie des Machines Bull, première société française dans l'informatique jusqu'en 1964, désormais contrôlée par l'énorme groupe américain General Electric, a publié un livre qui raconte toutes les négociations entre le gouvernement de M. Pompidou, les banques et les Américains, livre dans lequel sont reproduits les fac-similés des principaux documents, lettres et procès-verbaux échangés. Ce que, pendant tant de mois, des responsables syndicaux et des militants avaient dénoncé sans succès, trouve là une confirmation exceptionnelle : tout y est dit en effet sur la façon dont les banquiers savent prendre à l'Etat ce dont ils ont besoin et le payer en bonnes paroles, sur la complaisance d'un gouvernement désireux avant tout de ne pas mécontenter les puissants et, si possible, d'avoir l'air d'être le maître d'une situation dont on comprend qu'il est informé le plus souvent par la presse.

Dans cette affaire, on a appris ainsi que la société General Electric s'était engagée à créer deux sociétés spécialisées pour répondre au désir du gouvernement : l'une destinée à répondre aux commandes de la Défense Nationale, l'autre spécialisée dans les ventes d'ordinateurs aux pays francophones. On reconnaît-là les marottes du gaullisme ; on n'imaginait pas cependant que ce président tout-puissant était si mal obéi : trois ans après les engagements, aucune de ces sociétés n'a été mise en activité, leurs statuts n'ayant probablement même pas été déposés. MM. Pompidou et Giscard d'Estaing ont bien mérité du capital ; l'action Bull a presque doublé de valeur à la Bourse depuis 1966.

L'autre incident est plus récent : c'est l'affaire Schneider.

Apparemment, d'après les articles de presse notamment, il s'agit d'une vulgaire querelle de personnes ; d'un côté, un vieux patron rétrograde, incapable de s'adapter aux évolutions inéluctables de notre époque, insensible au « défi américain », de l'autre, un manager « sympathique », brillant, prêt à se dévouer pour défendre les intérêts des petits actionnaires, respectueux du droit de propriété, qui a compris que l'avenir est aux sociétés multinationales seules capa-

bles de se battre sur tous les fronts et de résister aux volontés inacceptables de gouvernements nationalistes. On voit bien qui est Goliath, il faut soutenir David.

Mais la manœuvre qui consistait à « remercier » M. Gaspard, trois ans après que le gouvernement l'ait imposé à la présidence de Schneider, connaît aujourd'hui des difficultés : Goliath n'a rien compris, naïf, borné ou manipulé, il ne veut pas laisser la place. Rompant avec tous les usages du monde financier, il porte sur la place publique le débat et ose invoquer les engagements pris vis-à-vis de l'Etat par les actionnaires : la presse donne une large place à son plaidoyer pour le respect de l'intérêt national.

Mais la suite des événements a montré que même M. Gaspard, président imposé par le gouvernement, n'était pas au courant de la totalité des accords passés ; il n'était là que pour la forme. Mais au moment où un conflit menaçait avec le Ministre des Finances, les actionnaires principaux ne pouvaient accepter de confier leurs intérêts à quelqu'un qui ne dépendait pas d'eux. A vrai dire, personne dans le groupe Schneider ne se faisait d'illusions sur les pouvoirs réellement détenus par M. Gaspard. De même que, pour éviter d'avoir à discuter devant les représentants des syndicats, les administrateurs prennent leurs décisions ensemble avant la réunion officielle du conseil d'administration, de même dans les holdings financiers (où il y a toujours moins de 50 employés pour éviter d'avoir un comité d'entreprise) le conseil a délibéré désormais le plus souvent hors de la présence du représentant de l'Etat. Pourquoi ?

D'abord, parce qu'il n'est pas possible de tout dévoiler devant des hommes chargés de défendre les intérêts de l'Etat, notamment quand il s'agit de vendre du matériel à l'administration, aux armées ou aux entreprises publiques, aux prix les plus élevés possibles. C'est le cas de Schneider qui fabrique aussi bien des armements que des équipements électriques, gros et petits, du matériel téléphonique ou des appareils électroniques.

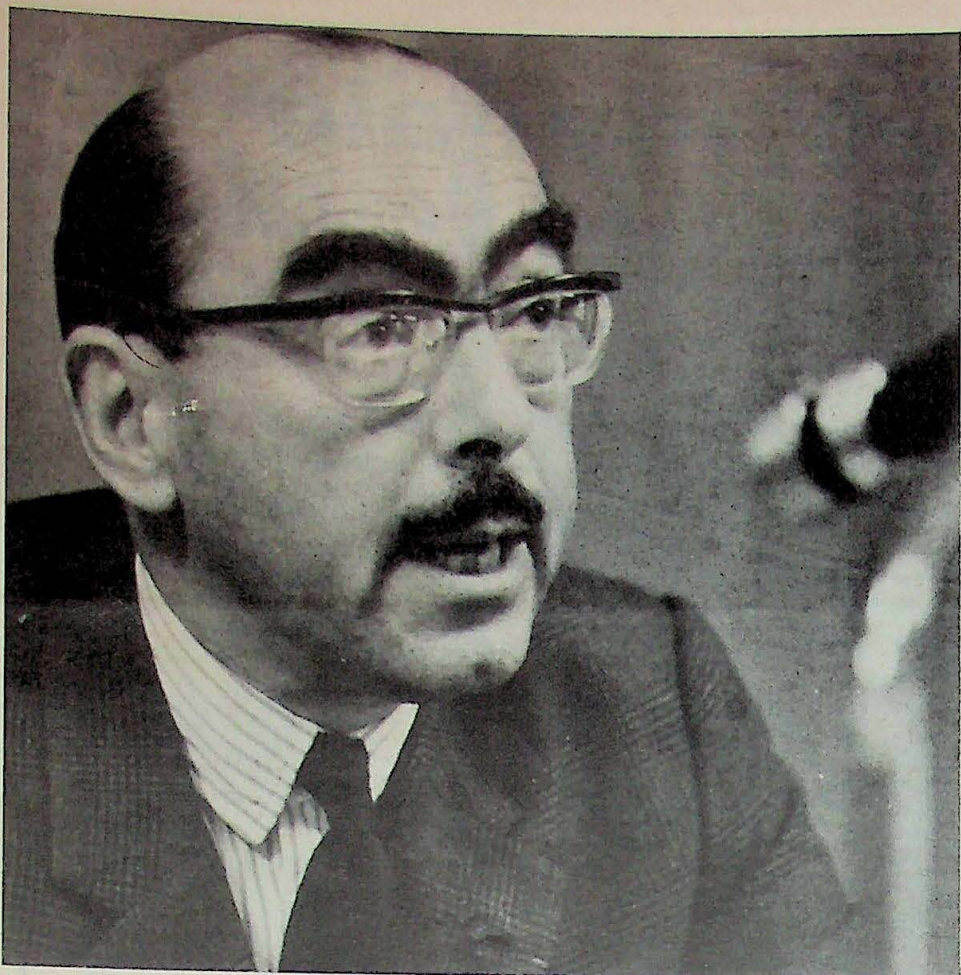
Ensuite, la stratégie d'une grande société industrielle ne peut se borner aux limites d'un pays, mais il y a deux manières d'agir hors des

frontières : organiser des réseaux commerciaux ou passer des accords financiers avec des entreprises ou des groupes étrangers. Dans la seconde hypothèse, limiter la participation et l'influence de ces intérêts à l'extérieur du pays n'est pas possible longtemps ; c'est alors le plus fort qui l'emporte, et il vaut mieux qu'aucun gouvernement ne s'en mêle : il fausserait le jeu.

C'est ce qui s'est passé pour Schneider dont le groupe belge Empain a progressivement acheté près de 25 % des actions (et même plus dans Jeumont-Schneider). La famille Schneider, à la disparition du dernier héritier mâle, trouva conforme à son intérêt de s'associer au groupe Empain, plutôt que de lutter avec lui. Disposant légalement de tous les pouvoirs dans l'entreprise, le groupe belge voulut alors nommer président un de ses représentants : De Gaulle ne se préoccupait guère de ce qui se passait chez Schneider, mais en vieux militaire ne pouvait imaginer que ce serait désormais un Belge qui lui vendrait des canons. D'où un accord étonnant : le gouvernement français fermait les yeux pourvu que le président soit français et accepté par lui. Le groupe Empain accepta tant que cela ne le dérangeait pas, c'est-à-dire tant qu'il conservait la plénitude de ses pouvoirs dans le groupe, même s'il fallait de temps en temps faire signer un papier à M. Gaspard, le représentant de l'Etat.

Mais, en 1968, un important constructeur américain de matériel électrique, Westinghouse, trouva qu'il serait intéressant pour lui, plutôt que de donner des licences de fabrication à des sociétés européennes, d'acheter la majorité du capital de la plupart de ces sociétés, en France, en Italie et en Belgique. Le groupe Empain, ravi de cette proposition, accepta tout de suite de vendre la majorité qu'il détenait dans l'entreprise française Jeumont-Schneider.

Mais, il y a en France d'autres intérêts, concurrents techniquement mais parfaitement d'accord pour fixer les mêmes prix élevés : la Compagnie Générale d'Electricité (animée par M. Roux) et la société Thomson-Houston (dirigée par M. Richard) toutes deux actionnaires d'Alsthom, concurrent de Jeumont-Schneider. L'une et l'autre, effrayées à l'idée de lutter



Agip

M. Jean Forgeot, P.D.G. de « Schneider »

avec Westinghouse, (dix fois plus gros qu'elles) se tournèrent vers l'Etat afin d'empêcher la prise de contrôle de Jeumont par les Américains ; de grandes discussions commencèrent entre le Ministère des Finances, le groupe Empain et Westinghouse.

Bien entendu, les Belges étaient prêts à accepter toute solution qui leur rapportait la même somme que celle offerte par les Américains. Comme il fallait bien que quelqu'un la paie et que les deux sociétés françaises n'avaient pas les fonds nécessaires, c'est bien sûr l'Etat qui, directement ou indirectement, accepta de les donner. On trouva de beaux habillages : restructuration du secteur électrique, défense des intérêts nationaux, rentabilisation des investissements.

Tout semblait devoir bien se terminer quand les Américains augmentèrent leur offre ; et les intérêts Belges de reprendre leur accord et de décider d'en finir avec M. Gaspard, qui est bien gênant dans tout ce manège. En effet, que représente-t-il ? Quels capitaux a-t-il apportés ? Aucun, donc pas de pouvoir, pas de voix au chapitre. On connaît la suite.

Cependant, il faut voir au-delà de ces conflits au sein du capitalisme, une tentative généralisée pour essayer de faire échapper à l'emprise nationale la plupart des entreprises. Déjà les banques, « conscientes de l'internationalisation croissante des affaires » et surtout effrayées par les menaces de nationalisation, se sont organisées pour donner à leur capital de nombreuses nationalités, de telle façon qu'un gouvernement ne puisse les nationaliser sans entrer directement en conflit avec un au-

tre gouvernement dont on espère bien que le plus fort restera « capitaliste ».

En 1936, les patrons avaient conclu qu'il ne fallait pas avoir les bureaux et la caisse dans les murs des usines afin d'éviter d'être pris au piège par les travailleurs occupant les ateliers ; depuis 1945 et surtout mai 1968, ils ont décidé de dénationaliser leur entreprises ; Michelin est en Suisse, Schneider est en Belgique, la banque de Paris est à New York et Londres, Roussel-Uclaf s'associe aux Allemands, on pourrait multiplier les exemples.

Pour les travailleurs, la menace est claire : faute de pouvoir associer des capitaux étrangers à leur entreprise, les patrons essaient aujourd'hui de mettre une nouvelle nationalité sur leur capitaux. Par conséquent, faute de pouvoir agir auprès du gouvernement ou de réussir à lui faire nationaliser les entreprises en cause, les travailleurs perdent leur moyen principal de pression sur les dirigeants réels.

C'est finalement de cela qu'il est question dans l'affaire Schneider, et on ne peut compter sur un gouvernement gaulliste pour tenter autre chose que de sauver la face, et laisser les financiers reprendre leur liberté : M. Gaspard disparaîtra car il ne représente aucun capital. Les travailleurs doivent comprendre que le nationalisme gaulliste n'est qu'une façade, ils ne peuvent rien espérer d'un pouvoir aussi attaché aux intérêts du capitalisme, seuls des forces populaires appuyées sur les organisations syndicales permettront de résister à ce nouvel assaut des grands intérêts financiers. □

On ne pose pas les vrais problèmes

André Maurian

Oui la situation du franc n'est pas bonne, oui les perspectives d'évolution de l'économie sont inquiétantes. De récents articles de « Tribune Socialiste » l'ont montré, mais le problème central de la campagne présidentielle est-il de savoir si les prix ont augmenté plus vite sous la IV^e ou la V^e République ?

La crise actuelle affecte les bases mêmes de notre système économique et social, elle se développe depuis de longues années, grâce à l'immobilisme de celui qui abandonne aujourd'hui les attributs d'un « gaullisme de rêve » et s'affirme au grand jour comme le candidat du capitalisme à l'américaine.

● Cette crise est la manifestation de l'inadaptation de l'appareil de production capitaliste français aux nécessités du développement d'un pays moderne : elle revêt pour l'essentiel, trois aspects :

- crise de l'agriculture ;
- crise de l'industrie ;
- carence de la formation et crise de l'emploi.

Dans ces trois domaines, elle résulte des impuissances et des contradictions du capitalisme français et de la carence des gouvernements gaullistes qui en étaient tour à tour les prisonniers ou les serviteurs dévoués : contradiction entre la vision nationaliste du général et le caractère essentiellement international et atlantique du capitalisme, qui, finalement, l'a toujours emporté : c'est par exemple l'échec de la solution « française » dans l'affaire Bull et la prise de contrôle par la General Electric ; l'échec de la solution française dans l'affaire Citroën et la prise de contrôle par Fiat ; c'est aujourd'hui l'affaire Schneider.

● Contradiction entre le souci de rassurer une base électorale largement composée de « petits » (agriculteurs, commerçants) et l'impuissance à endiguer le développement accéléré et anarchique des formes de production et de distribution de caractère monopolistique.

C'est l'extension des chaînes intégrées qui condamnent progressivement les petits commerçants individuels, auxquels le gouvernement n'ouvre aucune perspective de modernisation ou de conversion mais distribue, pour apaiser leur inquiétude, des avantages fiscaux abusifs supportés par les salariés.

C'est le développement d'une agriculture capitaliste souvent liée à des circuits de transformation et de distribution contrôlés par les groupes internationaux (Libby's, General Ford), cependant que les petits exploitants et les salariés agricoles ne tirent aucun avantage réel d'une politique des prix ou des structures conçues pour favoriser cette concentration capitaliste.

● Contradiction entre les idées de concertation, de participation, de planification souple, prônées par le « néo-capitalisme » et le durcissement d'un patronat toujours plus crispé dans la défense de son pouvoir autocratique et de ses privilèges.

Et c'est la « déplanification », le démantèlement des moyens de contrôle et d'exécution du Plan, la liberté accrue de décision des grandes entreprises, avec pour contrepartie la crise

des chantiers navals, du textile, de la sidérurgie, etc.

● Contradiction enfin entre l'affirmation hypocrite d'une volonté de progrès, appuyée par la multiplication des commissions de sages chargées d'étudier les « politiques » industrielles, des revenus, de la Sécurité sociale et la pratique généralisée de la fuite en avant de ceux qui n'ont utilisé d'autre méthode que le favoritisme et poursuivi d'autre but que le report des échéances.

● Echec enfin d'une politique de l'éducation caractérisée par le malthusianisme, inspirée de l'esprit de classe le plus réactionnaire et qui aboutit à l'abdication, aujourd'hui dénoncée par tous, que constitue la coexistence de 360.000 chômeurs et d'une grave insuffisance des effectifs de travailleurs qualifiés.

● Devant une situation aussi dangereuse, il n'est sans doute pas étonnant que le candidat du patronat, abondamment sans vergogne les rêves de son vieux chef, dévoile sa vraie doctrine et propose de résoudre la crise grâce à une politique de libéralisme intégral.

Les choix européen et atlantique de Poher ne laissent pas de doute sur le sens également conservateur et libéral de son éventuelle politique économique.

La démarche du tandem Defferre-Mendès a en revanche de quoi surprendre un esprit mal averti de leur véritable objectif : elle n'a pour seul fondement que les principes hésitants d'un réformisme affligeant. Les critiques qu'ils font, les améliorations de gestion, les modifications techniques qu'ils proposent pourraient être suggérées par quelque journaliste « moderne » venu d'Outre-Atlantique... Il est vrai que Jean-Jacques Servan Schreiber et l'« Express » inspirent l'essentiel de leurs réflexions !

Le P.S.U. doit dénoncer cette insidieuse entreprise de replâtrage, qui vise à dissimuler les vrais problèmes, à fixer l'attention sur les manifestations de la crise et non sur les causes, à déplacer le débat du terrain des luttes sociales, où mai 1968 l'avait situé, vers celui des discussions de techniciens. La solution de la social-démocratie centriste est ainsi condamnable puisqu'elle ne fait aucune allusion aux véritables finalités du socialisme, puisqu'elle ne remet pas en cause les bases du pouvoir capitaliste, et notamment pas le sacro-saint principe de l'autorité hiérarchique du patron dans l'entreprise, puisqu'elle se borne à proposer le ravalement du système existant.

Le courant socialiste, par la candidature de Michel Rocard, doit au contraire montrer qu'au-delà des difficultés du moment, c'est le problème du pouvoir qui est aujourd'hui posé, et que l'enjeu du combat, c'est la possibilité pour les travailleurs de développer leur lutte pour prendre en main le pouvoir de décision au niveau de l'Etat, comme au niveau de l'entreprise. De cette révolution, Mendès France et pour cause, ne parle pas.

C'est pourtant la condition première du succès de l'alternative socialiste et de la politique de transition dont le P.S.U. a depuis longtemps formulé les principes.

Souscription Nationale

pour le soutien du candidat du courant socialiste

Michel Rocard

La campagne du candidat du socialisme ne doit pas se dérouler au niveau des seuls moyens de la propagande officielle, elle doit faire participer le maximum de travailleurs, d'étudiants et d'intellectuels à une discussion sur les buts, les moyens d'une action révolutionnaire de transformation de la société, que cette discussion ait lieu dans les usines ou dans les foyers, dans les laboratoires ou les bureaux, dans les universités ou dans les maisons de jeunes.

Il est donc indispensable que d'innombrables comités de soutien Mai 69 soient créés dans tout le pays et que soient mis à leur disposition des millions de tracts, d'affiches et de journaux.

Pour cela, beaucoup d'argent est nécessaire que seules les nombreuses souscriptions de tous ceux qui veulent reconstruire le mouvement ouvrier à partir d'une orientation clairement socialiste peuvent apporter.

Le P.S.U. lance dans cet esprit une grande souscription pour donner au courant socialiste les moyens d'expres-

sion qui lui sont nécessaires. Pour cela il est mis à la disposition des militants et des comités de soutien Mai 69

— Un tract national tiré à 1.000.000 d'exemplaires,
— et 200.000 bons de souscription,
disponibles

— soit 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e,
— soit dans les permanences du candidat et des comités de soutien Mai 69.

Toutes les sommes récoltées doivent être versées :

— P.S.U., C.C.P. PARIS 14 020 44.
— Tribune Socialiste, C.C.P. PARIS 5826 65.

Faire les chèques bancaires à l'ordre de Daniel Frachon, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, en portant la mention « soutien au candidat du socialisme ».

Diffusez massivement l'appel et les bons de souscription. L'ampleur de la campagne en dépend.

A Saint-Nazaire, avec Rocard

De notre envoyé spécial,
Lucien Saintonge

La campagne de meetings de Michel Rocard a commencé à Saint-Nazaire, vendredi 16. Le lendemain matin, le candidat du socialisme était à Nantes. Ce choix de Nantes-Saint-Nazaire pour ouvrir une campagne était symbolique. Cette région est un haut-lieu de la combativité ouvrière et paysanne et a montré en mai 1968 les possibilités d'une réelle liaison ouvriers-paysans. C'est par ailleurs une région où, du fait du caractère néo-libéral de la politique économique de la V^e République, se posent des problèmes de reconversion industrielle particulièrement ardu sur lesquels une réflexion socialiste sérieuse s'impose d'une manière urgente.

La preuve que la venue de Michel Rocard répondait à une attente : la salle Jean Macé était trop petite pour contenir le millier d'auditeurs venus là pour écouter, et aussi pour discuter avec le candidat du courant socialiste. Une foule attentive, prête à l'enthousiasme, mais aussi à la discussion sérieuse. Une salle où les jeunes étaient certes nombreux, mais où l'élément dominant était constitué par des travailleurs. La presse locale aussi était là, en même temps que des envoyés spéciaux de grands journaux et de toutes les stations de radio. Même la télévision !

Il ne restait plus aux orateurs qu'à être en forme. Et ils le furent. Henri Leclerc, centrant son exposé sur le problème des libertés publiques et sur « l'ordre » vu par M. Marcellin, souleva de vifs applaudissements en concluant : « Si Michel Rocard obtient le 1^{er} juin un nombre important de suffrages parce qu'il est le candidat du socialisme, alors nous saurons que, comme en mai 1968, tout est encore possible. »

Puis Serge Mallet, tour à tour grave « Il n'a pas tenu à nous que la gauche s'affirme en ordre dispersé » — et sarcastique — « M. Poher se pompidolise et M. Pompidou se pohérise » — sut lui aussi capter l'attention de son auditoire.

Puis Michel Rocard, en apparence nullement fatigué par des heures d'enregistrement pour la radio et la télévision, présenta les axes essentiels de sa campagne, avec vigueur et concision, parfois avec fougue. Écouté avec intérêt sur la division de la gauche, Rocard fut très fréquemment interrompu par des applaudissements lorsqu'il aborda différents aspects du « projet socialiste » — agriculture, reconversions et planification, régions, politique étrangère, défense — mais, dans un public où les syndicalistes étaient nombreux, c'est une véritable

ovation qui salua les déclarations du candidat sur les rapports partis-syndicats : « Le rôle des directions politiques, ce n'est pas de donner des ordres à la classe ouvrière. »

Après les discours, et à la différence de ce que font jusqu'ici les autres candidats, les orateurs répondirent aux questions posées dans la

salle — du moins à certaines d'entre elles (jusqu'à minuit passé...) car elles étaient innombrables.

Enfin, on se sépara. Bien sûr, les meetings ne sont pas tout, et juger seulement sur l'atmosphère d'une soirée risquerait de créer des illusions. Mais disons-le, ce début de Saint-Nazaire est un début prometteur... □

Lecteurs de la région parisienne,
réservez votre soirée

Jeudi 29 Mai, 20 h. 30

Michel Rocard

au Palais des Sports
(Porte de Versailles)

avec Manuel Bridier

Marc Heurgon

Bernard Lambert

Henri Leclerc

Arguments pour la campagne

Election présidentielle



A.D.N.P.



Agip

Avant-garde et avant-gardisme

Rémy Grillault

Nos camarades de la Ligue communiste, rattachée à la Quatrième Internationale, ont cru bon de mener contre le P.S.U. et son candidat une campagne d'une violence démesurée, c'est-à-dire digne d'un meilleur objectif. Qu'on en juge sur quelques échantillons. Selon Alain Krivine, le P.S.U. est un parti caméléon, un conglomérat qui passe de positions plus ou moins révolutionnaires en mai 1968 à des positions électoralistes en mai 1969. Selon « Rouge », l'organe de la Ligue, Michel Rocard est un technocrate qui navigue entre Giscard d'Estaing et Mendès France, ou encore, d'après une lettre adressée à « Lutte ouvrière », un homme en qui la presse bourgeoise reconnaît l'un des siens.

Nous comprenons fort bien que les dirigeants de la Ligue, à suivre leur presse, désireux de présenter Alain Krivine depuis les 27 et 28 avril derniers aient été anxieux de justifier cette candidature aux yeux de la nouvelle extrême gauche. D'où la proposition de candidature commune faite au P.S.U.,

mais excluant d'avance que le candidat commun puisse être un responsable politique du P.S.U. D'où une campagne visant à noircir l'orientation du P.S.U. en déformant ses prises de position les plus récentes. La plate-forme votée par notre Conseil National au début de mai dit, elle, clairement que le problème de la prise du pouvoir n'est pas posé immédiatement et qu'on ne peut s'en remettre à l'élection présidentielle pour faire face aux tâches de l'action révolutionnaire, cela se transforme grâce à une citation de « l'Aurore », en une manifestation du légalisme du P.S.U.

Elections, électoralisme

Rassurons tout de suite les camarades de la Ligue communiste, nous n'entendons pas du tout les suivre sur ce terrain. Nous comprenons fort bien qu'ils aient vu dans la présentation d'une candidature-témoignage l'occasion d'asseoir et de renforcer leur organisation, engagée dans une bataille

difficile pour s'imposer face aux différents groupes trotskystes et maoïstes. Nos préoccupations sont à l'heure actuelle d'un tout autre ordre. Pour nous, les élections présidentielles sont l'occasion d'une bataille politique qui dépasse largement le stade du témoignage, de la démonstration abstraite, c'est-à-dire une bataille dont l'objectif est de changer le rapport des forces en présence.

La victoire du NON, si elle a été fort ambiguë et si elle est due, pour une large part, aux gaullistes dissidents et à la droite classique, n'en a pas moins montré qu'une partie importante des masses populaires sentait le besoin de secouer le joug de la V^e République. Cette tendance s'est traduite immédiatement après le référendum par une forte poussée unitaire, particulièrement dans la classe ouvrière, ce qui a eu pour effet de faire éclater au grand jour les contradictions internes d'une vieille gauche moribondée.

Dans cette conjoncture, notre parti n'a pas voulu rester à l'écart,

il a pensé qu'il était nécessaire de montrer aux travailleurs qu'il comprenait leurs préoccupations tout en attirant leur attention sur la nature des objectifs et de l'orientation à mettre en avant pour abattre le régime. Cette attitude s'est traduite en particulier par l'annonce de la candidature Rocard le 1^{er} mai qui a influé directement sur la crise de la social-démocratie. Elle rendait très difficile un ralliement communiste à une candidature social-démocrate sans discussion sur le programme. Toutes les opérations équivoques ont ainsi été atteintes avant de sortir publiquement. La majorité de la social-démocratie a dû montrer publiquement qu'elle craignait comme la peste toute discussion véritable sur les conditions d'une action authentiquement anticapitaliste. Depuis ces épisodes, il est vrai, la poussée antigauilliste des masses a cherché partiellement une issue du côté de chez Poher comme elle peut éventuellement, demain, la chercher du côté du tandem Defferre-Mendès, voire dans les deux directions à la fois. Mais cela n'a rien de fatal. C'est pourquoi nous avons conscience qu'il est capital que s'affirme une orientation qui dissipe la confusion et les illusions, montre les moyens d'affronter les différentes manœuvres de la bourgeoisie, indique aux travailleurs qu'ils ne peuvent pas, ne doivent pas faire confiance aux vieux chevaux de retour, en un mot rappelle aux masses qu'elles doivent constituer une force aux élections et en dehors des élections. Pour cela, la référence au mouvement de mai est indispensable, mais pas de façon sectaire. Il faut au contraire le montrer comme un grand mouvement inachevé, extrêmement divers dans ses manifestations, qui doit se prolonger en s'épurant, en se politisant, puisqu'il n'est pas parvenu à poser en ter-

mes adéquats le problème du pouvoir d'Etat en mai 1968.

On ne peut obtenir ce résultat en récusant abstraitement le bulletin de vote dans une période où les travailleurs n'ont pas conscience des limites étroites du combat électoral, dans une période où, par conséquent, le résultat des élections ne peut pas ne pas avoir une influence positive ou négative sur la conscience de la classe ouvrière et sur les luttes sociales. Face à l'immobilisme du P.C.F. qui, tout tranquillement et comme s'il attendait tout simplement des jours meilleurs, se présente comme l'incarnation de l'unité inexistante de la gauche (la candidature d'unité des forces ouvrières et démocratiques) et, par conséquent, laisse les travailleurs les plus politisés à leur perplexité, il est indispensable qu'un ensemble coordonné d'interventions politique vienne brouiller les règles du jeu établies par les Pompidou, les Poher et les Defferre et s'adresse à l'ensemble des travailleurs par-dessus leurs différences idéologiques et politiques en leur offrant une perspective de reconstruction du mouvement ouvrier. Bien entendu, cette orientation ne peut conduire dans l'immédiat à un bouleversement du rapport des forces mais elle doit poser des jalons pour l'avenir.

SPONTANÉITÉ ET VOLONTARISME

Nos camarades de la Ligue ne comprennent-ils pas que cette visée est légitime du point de vue même de la lutte politique de classes, même si le P.S.U. n'est pas et ne prétend pas être le parti révolutionnaire de la classe ouvrière mais seulement un élément de sa construction. Disons-leur franchement qu'après lecture des textes préparatoires à leur congrès de fondation, on ne peut s'empêcher

de faire un certain nombre de remarques critiques et de formuler un certain nombre de craintes sur leur orientation. La première remarque a trait à l'affirmation selon laquelle la spontanéité de la classe ouvrière française serait stalinienne. Outre qu'il nous paraît absurde de postuler une spontanéité ouvrière unique, sorte de donnée simple que l'avant-garde doit balayer pour faire pénétrer la pensée révolutionnaire (n'est-ce pas d'une certaine façon le début du conscient, comme disait Lénine), la simple observation des luttes ouvrières en France depuis les années 50 suffit à réfuter une telle théorie. La spontanéité des grévistes d'août 1953, des mineurs de mars 1963 ; des occupants des usines de mai-juin 1968 peut-elle être qualifiée de stalinienne, alors que, de toute évidence, elle n'entraîne pas dans les cadres de pensée ou de comportement inculqués par le P.C.F. ? Il n'est pas niable, bien sûr, que l'éducation politique dispensée par le P.C.F. depuis 30 ou 40 ans ait laissé une empreinte profonde sur la classe ouvrière, mais il faut être aveugle pour ne pas voir que la résistance toujours renouvelée des travailleurs à l'exploitation capitaliste a introduit des éléments de destruction de cette empreinte. De très nombreux travailleurs, même s'ils continuent à voter communiste, à approuver la C.G.T. dans les entreprises ont pris conscience ou commencent à prendre conscience des fonctions répressives du stalinisme dans le mouvement ouvrier et par rapport à leurs propres aspirations. Les infidélités par rapport au P.C.F. sur le plan électoral et sur d'autres se sont multipliées ces dernières années. En soi, ce n'est pas forcément un signe positif (appui des gaullistes) mais cela réfute aussi l'idée d'une spontanéité stalinienne.

La deuxième remarque est que cette théorie erronée conduit à

une conception volontariste de la construction du parti d'avant-garde, à l'idée que la fondation de la Ligue communiste est le moyen de faire le saut de l'avant-garde potentielle à l'avant-garde réelle, c'est-à-dire, malgré des forces très limitées, une composition sociale très défavorable (beaucoup plus défavorable que celle du P.S.U.) de constituer l'embryon du futur parti révolutionnaire. En effet, si la spontanéité ouvrière est stalinienne dans ses manifestations essentielles, l'avant-garde ne peut que se constituer périphérieurement par rapport au noyau central de la classe ouvrière (voir, par exemple, les curieux passages de « Rouge » sur l'encerclement de la banlieue rouge par la province et sur le détour par la C.F.D.T.). En même temps, comme l'acquis théorique (le marxisme révolutionnaire) est le seul garant du caractère d'avant-garde de l'organisation, il faut le préserver par la rigueur de la délimitation avec les autres organisations, par la force des proclamations de principe et des critiques contre ceux qui paraissent hésitants face à une telle conception de l'avant-garde.

On s'éloigne par là d'une pratique d'avant-garde qui utilise toutes les contradictions actuelles pour constituer la force politique d'avant-garde, pour tomber dans une pratique avant-gardiste, ce qui n'est pas la même chose.

Toutes ces critiques ne signifient pas que nous considérons l'existence ou l'action de la Ligue comme négatives. Nous pensons, au contraire, que sa contribution au renouvellement du monde ouvrier peut être importante, et c'est pourquoi nous souhaitons entamer le dialogue avec elle. A cet effet, nous lui offrons l'hospitalité de ces colonnes (avec l'espoir que « Rouge » fera de même) pour exprimer ses positions. □

Mai 68 - Mai 69

Nos tâches

Yves Serjeune

Mai 68, c'était l'irruption des jeunes comme force sociale dans les luttes ouvertes contre la société bourgeoise. Il y avait les étudiants et les lycéens certes, mais aussi les jeunes travailleurs. Les initiatives de ces derniers ont largement contribué à la jonction des luttes universitaires et ouvrières. Participation tantôt aux manifestations étudiantes, débrayages spontanés, explication et organisation de la grève.

Dans l'affrontement entre les travailleurs et le pouvoir patronal et politique, les jeunes, dans leur immense majorité, se trouvaient au côté des travailleurs en lutte. Cela n'était pas le fruit du hasard mais résultait de la situation des jeunes travailleurs, des lycéens, des étudiants, dominés comme groupe so-

cial soit sur le plan économique, soit sur le plan idéologique, soit sur les deux plans à la fois.

Un an après où en sommes-nous ? Il est toujours aussi difficile de trouver du travail, qualifié ou non qualifié. Les discriminations de salaire, de conditions de travail, d'embauche et de licenciement sont les mêmes. La proportion de jeunes au chômage n'a pas changé. Peu de choses en définitive ont été améliorées ni dans l'emploi, ni dans la formation professionnelle, ni dans le travail.

Quant à la condition de jeune dans la société c'est toujours la même réponse faite aux questions : « sois jeune et tais-toi ». C'est toujours la même politique de la carotte et du bâton. Le paternalisme

est plus répandu qu'avant peut-être, mais le bâton est plus gros pour taper fort sur ceux qui prétendent conserver la parole quand on ne la leur donne pas.

Au fond, les conditions réelles du point de vue économique et idéologique n'ont pas varié. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, certains diront que nous allons de nouveau vers une explosion, un jour ou l'autre et que c'est pour cette raison que les jeunes n'ont rien à attendre des élections sinon, à la rigueur, d'en profiter pour expliquer ce qui s'est passé en mai.

En fait, même si les conditions réelles — objectives disent les habitués du jargon politique — sont les mêmes, il est évident que la situa-

du nouveau pour votre équipement

duplication

Le procédé stencil fait de nouveaux progrès avec l'apparition du duplicateur Gestetner 466, qui permet à un opérateur même novice de tirer rapidement 10, 100, 1.000, 5.000 copies impeccables. Un graveur automatique de stencils élimine le recours à la frappe.

L'offset de bureau apporte à un nombre toujours croissant d'organismes et de services, le moyen moderne, rapide et sûr, de faire face à l'accélération des communications intérieures et extérieures.

Voulez-vous connaître en détail les nouveaux services que la duplication peut vous rendre ? Demandez à GESTETNER, sa documentation 854-71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY - tél. 482-47-85.

Gestetner

tion n'est pas la même. En effet, et il ne faudrait pas l'oublier, le vaste mouvement de mai n'a pas été victorieux : les travailleurs n'ont pas pris le pouvoir.

Un échec, en soi, c'est grave mais pas irrémédiable si on sait en tirer les leçons pour le futur. Cela devient dramatique lorsque tout recommence comme si rien ne s'était passé, comme si l'expérience collective acquise dans la pratique ne se trouvait pas enrichie.

Poursuivre et unifier

C'est tout le problème de l'année qui s'est écoulée. Ne nous voilons pas la face, nous devons résoudre cette question. Nous devons profiter du débat politique actuel pour nous la poser et la poser aux autres jeunes travailleurs, à tous les lycéens et les étudiants, à tous les travailleurs, à tous ceux qui ont lutté et espéré en mai dernier.

Passée la période plus ou moins longue de découragement après l'échec, chacun s'est demandé : « que faire ? ». Les « inorganisés » se sont tournés vers les militants organisés pour savoir ce qu'ils faisaient, ce qu'ils proposaient pour reprendre le combat. De nouvelles luttes ont été menées, de nouvelles actions ont été lancées. Au total le bilan est bien mince et depuis un an il faut bien avouer que le sur-place ou le recul l'ont emporté sur la progression.

La bourgeoisie n'a cessé de reprendre l'offensive par le pouvoir patronal et politique : répression, crise monétaire, blocage des revendications à Tilsitt, crise politique lors du référendum, opération Pompidou - Poher aux présidentielles.

Au début les forces de mai, devant une répression brutale et voyante, ont su constituer un front uni. Mais très vite, le danger immédiat passé,

certains se sont repliés sur leurs organisations répeintes à neuf. Ils ont retrouvé le chemin stérile du sectarisme, du dogmatisme, de l'action pour l'action sans préparation et sans autre objectif réel que la présence de son étiquette et la pêche au militant.

C'était ignorer l'attente de la grande masse de ceux qui avaient lutté en mai, que soit proposée une perspective politique claire permettant la victoire des forces authentiquement socialistes; que soit poursuivie et unifiée la lutte, que soit ouvert, entre camarades d'un même combat, le débat sur les objectifs et la stratégie. C'est cette tâche que nous, jeunes, avons essayé d'accomplir du mieux possible, au sein du P.S.U., en participant — à part entière — à l'élaboration des thèses du parti tout en poursuivant le combat sur le front des entreprises, de l'université, des loisirs.

Discuter Prendre en charge

L'alternative socialiste décrite par les thèses, le P.S.U. l'a proposée à la discussion des forces organisées du courant socialiste mais aussi à la grande masse des camarades du combat de mai qui n'ont pas encore rejoint une organisation politique. Il n'est plus possible de poser les problèmes aujourd'hui en Mai 69 comme on pouvait les poser en mai, juin ou juillet 68. Il n'est plus possible aujourd'hui de définir les perspectives politiques uniquement par des refus, des luttes de repli qui ne sont pas intégrées dans une lutte d'ensemble.

Ce qu'il faut, c'est construire aujourd'hui la force capable d'unifier nos luttes sectorielles pour concentrer les moyens conduisant à la prise du pouvoir dans l'Etat, dans les entreprises dans les localités. Discuter,

Pour comprendre l'importance
de la campagne présidentielle

l i s e z

le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France

par

Michel Rocard

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"

54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e

C.C.P. 58 26 65 - Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes

prendre en charge ce projet de changement radical de la société voilà ce que nous proposons à la masse des jeunes qui étaient à nos côtés au printemps dernier.

Mai 68 a consacré l'absence de solution venant de la gauche traditionnelle, l'année écoulée a montré que les pratiques sectaires, dogmatiques et groupusculaires ne conduisaient à rien. Mai 69 doit être l'occasion de passer de la révolte à la révolution authentiquement socia-

liste en renforçant le courant socialiste.

Alors pourrions-nous reprendre suffisamment confiance dans la possibilité de ne pas connaître à nouveau un échec car les forces militantes ne seront plus isolées dans chaque secteur entre elles et vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs. Alors les conditions subjectives pourront être réunies avec les conditions objectives. Dès lors la victoire du socialisme sera près d'être acquise. □

Les patrons récupèrent leur argent

François Lacaille

Pour faire tourner son usine, Peugeot a besoin de toutes les forces vives de la région et tous les jours des cars vont jusqu'à 50 km à la ronde chercher la « chair à travail » indispensable à la réalisation du profit. Mais il se révèle plus pratique d'avoir tout ce monde sur place, à la disposition des employeurs.

C'est dans ce but que des foyers de jeunes travailleurs ont été installés dans la région de Montbéliard pour satisfaire aux besoins de la production.

Ces foyers qui regroupent actuellement 900 jeunes sont gérés par une association du type « loi de 1901 », appelée A.L.T.M. (association pour le logement, la culture et les loisirs des jeunes travailleurs du pays de Montbéliard).

Il n'est pas besoin d'être un sociologue attiré pour découvrir quelle est la nature réelle de l'A.L.T.M.

Une lecture même rapide des statuts y suffit; l'association comprend quatre sortes de membres, aux droits

et aux pouvoirs différents. D'abord les membres actifs (?) : ce sont essentiellement les membres du patronat et de l'appareil d'Etat. On retrouve ainsi côte à côte, la société anonyme des automobiles Peugeot, le Comité Régional du logement (dirigé par Peugeot) et la société immobilière de Sochaux (dominée par le même Peugeot). L'Etat quant à lui est représenté par l'Inspection du travail et la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports. Bien sûr pour compenser, pour camoufler ou surtout pour cautionner cette main-mise, des associations dites « neutres » ou à « gestion démocratique », comme le comité d'établissement ou la Caisse d'allocations familiales ont droit à un siège.

Les autres membres de l'Association, essentiellement les résidents et les adhérents, n'ont qu'une voix consultative au Conseil d'Administration.

Donc, juridiquement Peugeot détient le pouvoir (le président du Con-

seil d'administration est M. Tardif, directeur administratif de Peugeot à Paris). Son pouvoir est encore renforcé par le fait qu'il assure le paiement de 80 % des loyers, quel que soit le taux de remplissage des foyers.

Les droits des résidents

« Ils ont le droit de se grouper au sein de la résidence en section locale, laquelle section élit un Conseil de Maison. Elle est chargée de susciter et d'animer les activités culturelles récréatives et sportives du Foyer. Elle doit rendre compte de son activité au bureau de l'A.L.T.M. »

Ainsi bien avant de Gaulle, Peugeot a su faire figure de novateur et mettre en place une participation « modérée » qui fait frémir d'aise les jeunes de l'U.J.P.!

Le jeune qui désire habiter dans le F.J. est obligé de prendre en plus de sa chambre 20 repas et 20 petits

déjeuners, donc de payer 337 F par mois.

S'il prend tous ses repas sur place son mois lui revient environ à 500 F. C'est, pour un budget de jeune travailleur une lourde charge. Et depuis quelques mois, dans le principal F.J.T., celui de Bethoncourt, les chambres individuelles sont supprimées. Dans chaque chambre deux jeunes sont entassés, mais toujours pour le même tarif.

Cette mesure n'a entraîné aucune protestation, même de la part des résidents de gauche. Le raisonnement de la direction est difficile à attaquer si l'on ne se place pas à l'extérieur du système. En effet, demander le retour à la chambre individuelle signifie demander le départ de la moitié des résidents. Ainsi, les jeunes n'arrivent pas à contester les mesures répressives de la direction et sont placés devant un dilemme apparemment insoluble : accepter ou partir.

Quant aux droits politiques, ils sont inexistant. Sur ce point le règlement intérieur est formel : « Vous ne ferez dans les limites du foyer aucune propagande pour un parti politique, un mouvement, une philosophie, une religion. L'expression de vos opinions sur ces points demeurera dans les limites des échanges d'idées avec ceux qui ne partagent pas les vôtres. »

Ceci n'a rien de surprenant. Le F.J.T. répond aux besoins de Peugeot. Celui-ci a besoin de producteurs, bien portants, nourris correctement, ayant des loisirs sains, mais pas d'ouvriers ayant une conscience politique.

Dès sa sortie de l'usine, le jeune travailleur est pris en charge aussi bien physiquement qu'idéologiquement. Et au matin c'est le ventre plein et l'esprit vide qu'il repartira produire. Les loisirs qu'on lui offre le soir lui permettent juste d'oublier sa condition mais pas de la remettre en cause. Télé, ping-pong, photo, jeux de boules, bar, sports, voilà de quoi former une jeunesse saine et travailleuse que les « honnêtes gens » pourront opposer à la pègre contestataire.

« Mais, s'écrient les animateurs du foyer, on leur organise des activités culturelles. Ils peuvent écouter des conférences, lire la presse, dans la salle de lecture ».

En fait la conférence la plus révolutionnaire a été un exposé-débat sur la sexualité dans le mariage (les résidents sont bien sûr tous céli-

bataires) et le journal le plus à gauche dans la bibliothèque est « l'Express ».

Le drame pour nous est que ce processus de conditionnement idéologique semble avoir réussi. Durant les derniers événements à Sochaux (voir « T. S. » N° 405) les jeunes des F.J.T. ont été à la traîne d'un mouvement pourtant animé par des jeunes; beaucoup n'ont fait grève que par obligation.

Les F.J.T. sont donc un succès pour Peugeot et un échec pour les militants socialistes qui n'ont pas su combattre le conditionnement idéologique.

Pour mener à bien ce processus d'intégration la direction et les animateurs ont été bien choisis. Tous sont des anciens animateurs de patronages confessionnels ou de mouvements de scoutisme et en ont gardé une conception paternaliste de l'éducation et de la culture. Ils sont d'ailleurs syndiqués à la C.G.C. Ceci a permis en particulier à la direction de Peugeot d'imprimer, au mois de mai 68, quand ses usines étaient occupées, ses tracts à l'A.L.T.M.

Le problème des F.J.T. doit donc être replacé à un niveau plus élevé : dans la tentative actuelle de mise au pas de la jeunesse par le pouvoir gaulliste. Les « C.R.S.-copains » sur les plages, la réduction des crédits des M.J.C., l'avancement du service militaire à 18 ans (à la sortie de la vie familiale avant de connaître l'usine et ses luttes) en sont une preuve éclatante. □

Echos de la campagne

Bon à prendre

Gaston Defferre recevant les « responsables » de la C.F.T. (Confédération Française du Travail) a tenu à les assurer de son appui pour que cette « Confédération syndicale » soit reconnue à tous les niveaux, en tant qu'organisation représentative.

Le propos nous parut si gros au départ, que nous n'avons pas voulu le croire. Vérification faite, il en a bien été ainsi.

Nos camarades syndicalistes apprécieront. Quand on sait le rôle joué par la C.F.T. après le mouvement de mai. Quand on sait qu'il s'agit d'une tentative désespérée des gaullistes pour essayer de s'implanter dans les entreprises, on appréciera.

On dira que c'est une bévue parmi d'autres du maire de Marseille. C'est probable. L'ennui c'est que les bévues vont toujours dans le même sens.

A la recherche d'une clientèle, tout est bon à prendre. Et tant pis pour le reste. □

Le canard Pohérise

Au « Canard Enchaîné » on a toujours aimé la gauche radicale et laïque et républicaine. On aime y bouffer du curé. Et quand par hasard on s'aventure à dire que la question n'est pas si simple, et que le langage à tenir avec les ouvriers chrétiens suppose une autre compréhension de la dimension de leurs problèmes, on passe vite pour une punaise de sacristie.

Mais quand un Poher, candidat du grand patronat — qui partage ses cartes entre Pompidou et le président intérimaire — sénateur M.R.P., atlantique, et candidat parfait de la droite traditionnelle de ce pays, « le Canard » oublie toutes ses préventions.

On est laïc au « Canard », mais la gauche, et à plus forte raison la gauche socialiste, on s'en fout. Pour parler clair. Comme le triste Tréno. □

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

développe les thèmes d'action du courant socialiste.

tribune
socialiste

est présent dans
la campagne
présidentielle

DIFFUSEURS :
passez vos commandes
supplémentaires
les lundis
SUF. 19-20

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir
de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Guerre et paix vietnamisées

Henri Beley

Après le texte en dix points du F.N.L. et le discours de Nixon, les positions respectives des deux parties peuvent se résumer ainsi : les Vietnamiens veulent « vietnamiser » la paix, tandis que les Américains veulent « vietnamiser » la guerre.

L'issue se précise

« Vietnamiser » la paix, c'est-à-dire poursuivre la ligne suivie avec une rigueur exemplaire par le F.N.L. depuis le début du conflit : mobilisation de toutes les couches patriotiques contre l'envahisseur U.S., constitution d'un front commun d'où ne sont exclus que les « collabos » les plus notoires, les Thieu, les Ky et tous ceux qui ont choisi avec eux de trahir le peuple vietnamien, tous ceux qui continuent d'adopter la loi de l'envahisseur — autrement dit, une minorité d'individus corrompus, dignes des maîtres qu'ils servent.

Dans sa déclaration en dix points, le comité central du F.N.L. ne se contente pas de renouveler son appel à toutes les tendances nationales du Sud-Vietnam ou de réaffirmer une vérité élémentaire que tout homme honnête et doué de mémoire ne peut qu'accepter, à savoir que les Américains sont les agresseurs et que tout « plan de paix » qui établit une quelconque symétrie entre eux et leurs victimes est inacceptable. Allant plus loin, les dirigeants du Front précisent nettement les tâches qu'aura à assumer le futur gouvernement provisoire de coalition « reflétant la concorde nationale et une large union de toutes les couches populaires », qu'ils proposent à leurs compatriotes comme la seule issue raisonnable du conflit, après que les Américains auront quitté le territoire national « sans poser de condition ». Parmi ces tâches, on notera celle-ci que les dirigeants U.S. — très épris de démocratie, comme on sait — n'ont pas relevée : « Réaliser de larges libertés démocratiques : liberté de parole, liberté de presse, liberté de réunion, liberté de croyance, liberté de créer des partis et organisations politiques, liberté de manifestation, etc. »

Manifestement adressé à tous les Vietnamiens opposés aux marionnettes qui les « gouvernent », il ne faut pas s'étonner qu'un tel programme ait été immédiatement accueilli avec satisfaction par le vénérable Tien Chau, délégué officiel à l'étranger de la congrégation bouddhique unifiée du Vietnam, et par le comité pour la paix et la rénovation du Vietnam du Sud, dirigé par Tran Van Huu. Le premier déclare qu'« un grand pas vers la paix a été accompli », que le plan en dix points est une « preuve indéniable de la bonne volonté du F.N.L. » ; le

second « se félicite des propositions énoncées » qui « constituent dans leurs grandes lignes une réponse positive aux vœux du comité. »

Préparer le retrait

La réplique de Nixon ne s'est pas fait attendre. De même que le Front s'adressait en fait aux Vietnamiens par-dessus la tête des négociateurs,

La Maison-Blanche aurait-elle la sottise de croire qu'une telle politique peut réussir ? Probablement pas. Convaincus au contraire de l'échec retentissant de leur guerre au Vietnam, conscients du fait que tous les Américains, à commencer par les financiers de Wall Street, aspirent à se débarrasser de ce fardeau, les dirigeants U.S. cherchent à sortir du guépier en sauvegardant, autant que pos-



A.F.P.

le président des U.S.A. s'est adressé en priorité aux Américains eux-mêmes, qu'il était urgent de rassurer. Comme le F.N.L., il est fidèle lui aussi à la ligne politique qu'il suit depuis son accession au pouvoir et qui consiste essentiellement à « désengager » l'Amérique partout où sa puissance s'exerce trop directement ; c'est ainsi que l'hégémonie U.S. s'exercera désormais en Europe et en Amérique latine (pour ne prendre que deux exemples qui l'illustrent nettement) plus par l'entremise directe des monopoles et oligopoles U.S. que par l'action gouvernementale ; c'est ainsi qu'il importe au Vietnam de faire supporter les charges de la guerre par les seuls Sud-Vietnamiens sous la direction de l'état-major américain. Xuan Thuy, représentant de la R.D.V. aux négociations, ne s'y est pas trompé : commentant les « propositions » de Nixon, il a souligné qu'elles répondent aux « visées essentielles des Etats-Unis, qui consistent à poursuivre leur politique d'agression et à réaliser la "désaméricanisation", la "vietnamisation" de la guerre, c'est-à-dire à faire combattre les Vietnamiens par les Vietnamiens sous le commandement américain. »

sible, le « prestige » américain — pourtant sérieusement entamé... En d'autres termes, il s'agit aujourd'hui pour eux de faire supporter à la seule armée fantôme tout le poids de leur défaite.

En même temps, ils sont à la recherche d'une équipe de rechange moins compromise que l'actuel « gouvernement saigonais ». C'est dire l'inquiétude grandissante qu'on éprouve à Saigon en dépit des propos rassurants de Washington.

Une leçon bien comprise

Ainsi, la détermination du peuple vietnamien porte lentement mais sûrement ses fruits. Bien que Nixon continue à ne faire aucune distinction entre agresseur et agressé, bien qu'il contribue à réclamer le départ conjoint des Nord-Vietnamiens et des Américains, niant de ce fait que le Vietnam est une seule et même nation arbitrairement divisée, bien qu'il continue à répandre la fable d'un prétendu conflit entre Hanoi et Saigon, il reconnaît toutefois le F.N.L. comme véritable interlocuteur et prend ses distances avec l'équipe

Thieu. De là à verser des larmes d'émotion sur le « ton nouveau », la « sincérité manifeste », le « ton de franchise » du président U.S., il y a un abîme que certains libéraux n'ont pas hésité à franchir une fois encore, empressés qu'ils sont à sauter sur toutes les occasions qui leur permettent de manifester leur attachement à la « démocratie » américaine, garante de leur propre position sociale. Comme exemple de franchise et de sincérité, les perles abondent dans le discours de Nixon — par exemple celle-ci : « L'histoire établira que jamais les

combattants américains n'ont lutté plus bravement pour atteindre des objectifs plus désintéressés que ne le font nos hommes au Vietnam. » Tartuffe n'eût pas dit mieux.

Quant au ton prétendument nouveau il est très exactement (comme nous l'avons souligné ici à plusieurs reprises) celui que Nixon emploie depuis son accession à la présidence. Contrairement à ce que pensent les adeptes du psychologisme en matière politique, ce ton ne signifie nullement que Nixon ait changé d'âme grâce aux effets bénéfiques de l'exercice du

pouvoir, il est simplement en rapport avec la nouvelle stratégie politique adoptée par le grand capital U.S. après la petite leçon de maintien que lui ont donnée les neveux de l'oncle Ho — une leçon dont les conséquences n'ont pas fini de se faire sentir en Asie comme en Amérique latine, en Afrique comme au Moyen-Orient.

L'impérialisme U.S. est devenu prudent dans ses actes comme dans le langage de ses représentants. Le seul exercice du « gros bâton » a cessé aujourd'hui de payer. La réaffirmation constante de la volonté de coexis-

ter pacifiquement avec l'U.R.S.S., la dénonciation de l'« Alliance pour le Progrès » en Amérique latine pour le plus grand bénéfice des firmes américaines, les propos mielleux sur l'indépendance de l'Europe, les tentatives de désengagement au Vietnam tout en se maintenant en Asie sont autant d'indices d'une évolution politique qu'il faudra suivre au plus près, car elle ne vise à rien de moins qu'à renforcer l'impérialisme U.S. par les moyens les mieux adaptés à l'état actuel du développement des luttes de libération nationale. □

Moscou 69

Unanimité à tout prix

Victor Fay

La conférence mondiale des partis communistes s'ouvrira à Moscou le 5 juin. Les organisateurs espèrent que 70 partis sur 86 existant dans le monde y seront représentés. Parmi ces 86 partis ne figurent pas les organisations scissionnistes : ni les deux partis indiens antisoviétiques, ni le parti juif israélien Maki, ni le nouveau parti grec, englobant la plupart des organisations clandestines du pays. Parmi les 16 partis qui ont refusé de participer à la conférence, citons les P.C. chinois, coréen, vietnamien, japonais, cubain, albanais et yougoslave.

Depuis 1957, plusieurs conférences se sont déjà tenues; le fait marquant a été le conflit sino-soviétique, sous la forme de la rupture entre Soviétiques et Albanais. Des tentatives ont été faites pour convoquer les Chinois devant une conférence internationale. Il a fallu attendre que les « conditions mûrissent » et se rallier d'autres partis. Devant les réticences de certains Soviétiques ont dû renoncer à la condamnation du maoïsme et du tchisme. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie, ces difficultés se sont aggravées : bien entendu, ni les Chinois, ni les Albanais, ni les Yougoslaves ne participeront à la conférence. En revanche, les communistes italiens qui maintiennent leur exigence du départ des troupes soviétiques de la Tchécoslovaquie ont décidé de se rendre à Moscou, ainsi que les Roumains.

Ils ont, au cours de la préparation du projet de déclaration, formulé une série de critiques et de suggestions, tendant à améliorer le texte proposé par Moscou — espérant faire entendre sa théorie de la « souveraineté limitée » — qui, au début, leur paraissait inacceptable. Ils prétendent qu'au bout de vives et profondes discussions, ils sont arrivés à l'améliorer ou, du moins, à en éliminer les affirmations les plus contestables. Ils y sont parvenus en rendant le projet aussi neutre que possible. Malgré ces efforts, il a été question, dans certains partis, de présenter un contre-

projet, notamment en ce qui concerne les perspectives et l'orientation générale du mouvement.

Pour réaliser l'unanimité qui était loin d'être acquise, la commission préparatoire a dû soumettre le projet, déjà amendé et modifié, aux comités centraux de tous les partis communistes. Une ultime réunion de la commission préparatoire doit avoir lieu le 23 mai à Moscou. Elle doit faire le bilan des travaux antérieurs et examiner les décisions et les propositions des comités centraux. Il semble, d'après les énonciations officielles ou officieuses, qu'on s'oriente vers l'adoption d'un texte à l'unanimité; ce texte devant être expurgé au préalable de tous les problèmes en litige.

A-t-on besoin de dire qu'ils sont nombreux et qu'à force d'é luder les difficultés, à ne parler que de ce qui unit, en escamotant ce qui divise, ou être parvenu à un compromis qui rappelle, à s'y tromper, les classiques « nègres-blancs » de la II^e Internationale, à vouloir concilier l'inconciliable, on n'a fait que semer la confusion et le trouble, sans résoudre aucun des problèmes qui se posent devant le mouvement communiste. La rupture avec les maoïstes est consommée, à la suite du 9^e congrès du P.C. chinois. Celle avec les Yougoslaves n'est pas douteuse. Les uns comme les autres, malgré leurs désaccords, ont condamné avec une égale vigueur l'invasion de la Tchécoslovaquie et la dangereuse théorie de la « souveraineté limitée ».

Alors que, sur les deux ailes du mouvement, la cassure se confirme, alors que les réticences et les réserves se multiplient venant des partis communistes étrangers, le P.C. français donne, par son comportement, l'exemple de docilité et de soumission aux désirs du P.C.U.S. Il a bien été obligé, pour éviter la rupture immédiate avec la S.F.I.O., de désapprouver l'invasion de la Tchécoslovaquie. Mais il a dé-

claré « positif » l'accord de Moscou imposé aux dirigeants de Prague par les occupants soviétiques. Il a ensuite proclamé à maintes reprises sa « solidarité de principe » avec l'U.R.S.S. qui, selon Waldeck Rochet, constitue pour le P.C.F. « une question d'importance primordiale », refusé toute controverse et préconisé le renforcement de l'action commune des deux partis.

différents partis communistes nationaux qui s'affronteront, sinon à la tribune, du moins dans les coulisses et les commissions de la conférence.

Le projet de déclaration, tel qu'il a été soumis aux comités centraux des partis, n'a pas été publié, pas plus que les différents amendements qui ont été formulés au cours de sa préparation. M. Marchais, dans son rapport au comité central du P.C.F., s'est



Il paraît certain que le P.C.F., à condition que les apparences soient sauvegardées, fera tout son possible pour que la conférence de Moscou passe sous silence l'épineux problème tchécoslovaque, ainsi que le conflit sino-soviétique et qu'elle adopte une déclaration acceptable et acceptée par l'ensemble des partis présents à Moscou. Il est bien entendu qu'un tel texte ne peut en aucun cas mettre fin aux conflits aigus ou latents entre

contenté de résumer les idées directrices connues de tout le monde et à parlé davantage de ce qui n'y est pas, que de ce qui y figure. Les dirigeants des autres partis ont, pour la plupart, gardé le silence en se réservant d'exposer leurs critiques et leurs propositions dans les réunions à huis clos. Seul jusqu'à présent, à notre connaissance, le parti suisse du travail s'est permis d'exprimer publiquement son mécontentement.

De sorte que le texte exact du projet est inconnu de l'opinion publique socialiste et communiste, ce qui a rendu impossible l'examen critique de ce projet aussi bien du point de vue théorique que de celui de l'action pratique. En apparence, le premier aspect a été éliminé, de commun accord, la conférence devant se cantonner dans la recherche de l'unité d'action contre l'impérialisme. Séparation fallacieuse car, sans théorie révolutionnaire, une action révolutionnaire conséquente est proprement inconcevable. C'est pourquoi, malgré toutes les précautions prises et imprécisions voulues, à l'arrière-plan de la conférence se profile une certaine conception de la stratégie et de la tactique communistes.

La première donnée à retenir, c'est le ralliement de tous les partis qui acceptent le principe d'un document commun, à la coexistence pacifique, et le rejet de la théorie maoïste de la guerre révolutionnaire, théorie que le P.C. chinois se garde bien de mettre en pratique. Certes, la coexistence pacifique entre différents régimes sociaux peut être interprétée de différentes manières, restrictive par les Soviétiques, extensive par les partis qui affrontent directement les « dents atomiques » du tigre américain. Cependant, sur ce plan, la rupture théorique avec le maoïsme ne fait pas de doute, sans entraîner pour autant des condamnations explicites.

En partant de cette donnée essentielle, le projet de déclaration décrit la situation mondiale avec optimisme, affirme que le rapport des forces favorise les tendances socialistes et affaiblit le capitalisme, dont l'instabilité, voire la fragilité est prouvée, entre autres, par les événements de mai-juin en France. La conjonction des trois forces révolutionnaires, à savoir celles du système socialiste mondial, de la classe ouvrière internationale et du mouvement de l'émancipation nationale, assure, à plus ou moins long terme, la victoire sur le capitalisme. A condition toutefois que soit sauvegardée la paix et soit évitée la guerre thermonucléaire. C'est pourquoi il importe de maintenir la coexistence pacifique et d'écarter le danger de guerre par la limitation des armements, et notamment par un accord sur la non-dissémination des armes atomiques. L'unité d'action des partis communistes, affirment les thèses, doit permettre de rassembler, dans cette pers-

pective, toutes les forces anti-impérialistes.

La deuxième donnée est d'aspect négatif. On ne parle à aucun moment de l'invasion de la Tchécoslovaquie ni de la théorie de la « souveraineté limitée ». Le texte met sur le même plan « l'internationalisme prolétarien, la solidarité et l'aide mutuelle » d'une part, « le respect de l'indépendance et de l'égalité des partis, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures », d'autre part. Le texte précise que ces deux aspects du problème doivent être pris en considération « en même temps » devant la classe ouvrière de son pays et la classe ouvrière internationale. Comme la classe ouvrière mondiale n'existe qu'en soi, plutôt comme une entité conceptuelle que comme une réalité vécue, la responsabilité internationale de chaque parti se réduit nécessairement, selon Brejnev et Gomulka, à celle devant les partis communistes au pouvoir et, en premier lieu, devant le P.C.U.S., de loin le plus influent et le plus puissant.

Ainsi, la porte reste ouverte à une interprétation contradictoire : les uns mettant l'accent sur la « solidarité » avec les autres partis et les devoirs qu'elle impose ; les autres insistant sur « l'indépendance » de chaque parti et la « non-ingérence » dans ses affaires. A examiner ce problème de plus près, on se rend compte que le silence sur l'invasion de la Tchécoslovaquie bénéficie avant tout aux partis « orthodoxes » et que la non-condamnation de cette entreprise équivaut à l'acceptation tacite du fait accompli. Malgré son ambiguïté, le texte sert objectivement les partisans de l'intervention, puisque l'exigence du P.C. italien du retrait des troupes soviétiques et du rétablissement de l'indépendance tchécoslovaque n'a pas été retenue.

Ce qui est plus grave que la non-condamnation de cette aventure passée, c'est l'absence de toute mesure permettant d'éviter que de tels événements puissent se renouveler. Pour y parvenir, le texte devrait exclure une quelconque mesure, politique, économique ou militaire, qui ne serait explicitement sollicitée par les autorités régulières du parti et de l'Etat intéressés et appliquée avec leur consentement et sous leur contrôle.

Ces réserves faites, et elles sont de taille, constatons que certains progrès ont été accomplis, que la chasse aux

déviations de droite et de gauche a été à peine mentionnée, sans que jamais soient cités les schismes yougoslave et chinois. Le texte reconnaît en outre que des désaccords existent entre partis et qu'ils suscitent des « difficultés sérieuses et durables ». C'est le moins qu'on puisse dire ! D'autres, moins graves, pourraient être surmontées plus aisément à la satisfaction générale. Les auteurs des thèses ne disent pas quelles sont ces difficultés et lesquelles d'entre elles sont considérées comme « sérieuses » et « durables ».

Telle est l'économie de ce texte qui peut encore être modifié et remanié par la commission préparatoire et par la conférence elle-même. Nous avons laissé volontairement de côté les for-

mules maintes fois répétées et qui n'apportent aucun élément nouveau. Le but avoué de ce projet est de réunir l'unanimité des participants à la conférence et d'isoler les maoïstes et leurs partisans. Cette apparente unanimité, si elle se réalise grâce à des concessions réciproques, ne saurait, malgré les proclamations solennelles de solidarité, aboutir à une unité d'action concrète et non déclarative, puisqu'une telle unité implique un minimum d'accord sur les perspectives, voies et moyens. Or, à l'évidence, ce minimum d'accord n'existe pas. Les dirigeants du P.C.U.S. et leurs alliés peuvent remporter dans l'immédiat un succès de prestige ; ils ne régleront aucun des conflits qui divisent le mouvement communiste sur l'arène mondiale. □

Meeting pour la Palestine

C'est devant le parterre entièrement rempli de la grande salle de la Mutualité que s'est tenu, le 15 mai, un meeting à l'occasion du 21^e anniversaire de l'expulsion du peuple palestinien d'une partie de son territoire national. Plusieurs orateurs se sont succédés, notamment des représen-

tants du comité Palestine, de la fédération des Etudiants d'Afrique Noire, des Etudiants Guadeloupéens, ainsi que le président de l'U.N.E.F. et Nathan Weinstock, auteur de « Le sionisme contre Israël » — ouvrage dont nous rendrons compte prochainement.

Les raisons pour lesquelles le peuple palestinien a entrepris de combattre par les armes pour la reconnaissance de son droit à vivre sur ses propres terres ; les mensonges répandus par les Sionistes pour justifier leurs buts expansionnistes ; la volonté affirmée des Palestiniens de lutter non pas contre la communauté juive mais contre les structures étatiques de l'Etat sioniste ; la trahison des gouvernements arabes : tels étaient quelques points, parmi d'autres sur lesquels les orateurs ont particulièrement insisté. Il faut souligner aussi la constance avec laquelle l'antisémitisme était dénoncé au même titre que le racisme anti-arabe et noter l'extrême impopularité des régimes arabes (y compris celui de Nasser) auprès des militants qui formaient la grande majorité du public.

Un film sur la question palestinienne, remarquablement réalisé par les états généraux du cinéma, concluait ce meeting qui sera, n'en doutons pas, suivi de bien d'autres dans les mois qui viennent.

H. R.



Vacances en autogestion

Vacances actives et détente, autogérées par les militants et sympathisants du courant socialiste.

ALGERIE - TCHECOSLOVAQUIE - YOUGOSLAVIE.

1 s. circuit et visites, 1 s. rencontres et débats, 1 s. détente libre.

Thèmes: l'autogestion et la planification, la démocratie politique.

Dates : 3 s. du 5 au 27 juillet ; du 3 au 24 août.

2 s.2: du 5 au 20 juillet ; du 3 au 17 août.

PRIX TOUT COMPRIS

	séjours JEUNES	séjours COURANTS
ALGERIE.		
Marseille - Marseille (bateau)	3 s. 600 F	800 F
	2 s. 500 F	700 F
Paris - Paris (avion)	3 s. 750 F	1 000 F
YOUGOSLAVIE - TCHECOSLOVAQUIE		
Paris - Paris	3 s. 700 F	900 F
	2 s. 600 F	800 F
ROUMANIE	950 F	950 F
ALBANIE	950 F	950 F
CUBA, à partir de		1.950 F

AUTRES PAYS : Paris - Paris, juillet et en août

LIBAN ... 2 s. 800 F	3 s. 1 000 F	TURQUIE .. 27 j. 900 F
EGYPTE .. 3 s. 1 200 F	4 s. 1 300 F	MEXIQUE . 4 s. (août) 2 150 F
INDE —. 3 s. 2 300 F	4 s. 2 400 F	

TRANSPORTS AVIONS (par ligne régulières ou charters de Paris - Paris).

ALGERIE	450 F	INDE	1 600 F
LIBAN	900 F	BRESIL	2 000 F
EGYPTE	850 F	PEROU	2 000 F
MEXIQUE	1 550 F	NEW YORK	850 F
		LOS ANGELES	1 300 F

● Pour toute demande soit d'inscription, soit de renseignement

s'adresser à :

DECOUVERTE ET CULTURE

81, rue Mademoiselle - PARIS-15^e

Communiqué.

Du nationalisme au socialisme

Le Pays Basque Espagnol, avait connu l'état d'exception bien avant qu'il ne soit étendu à toute l'Espagne. La résistance au franquisme est en effet maintenant généralisée, et fondamentalement populaire. Les animateurs de l'action sont les militants de l'ETA (Euskadi ta Askatusuna : Euskadi et sa liberté), qui subissent actuellement une répression particulièrement féroce. Militants emprisonnés, torturés, abattus. Nous avons interrogé deux dirigeants de l'ETA, sur la signification, l'action et les perspectives de leur organisation.

Marc Echeverry.

T.S. — *Comment définissez-vous votre mouvement ?*

— ETA, se conçoit lui-même comme un mouvement révolutionnaire de libération nationale et sociale de Euskadi (Pays Basque).

Il se propose donc deux objectifs fondamentaux :

— la libération du peuple basque en tant que communauté, ayant des caractères spécifiques, et devant pouvoir développer sa propre personnalité ;

— la libération du citoyen basque. Ce qui implique la destruction des structures capitalistes présentes, et leur remplacement par d'autres, fondamentalement démocratiques et populaires, en un seul mot : socialistes.

— T.S. *Compte tenu des conditions politiques et policières en Espagne, comment vous organisez-vous ?*

— La direction et toutes les structures de l'ETA, sont clandestines. Mais les liens entre l'organisation et le peuple basque sont très étroits. Citons à titre d'exemple, les collectes d'argent pour les prisonniers, le logement par la population des membres clandestins de l'ETA, la participation aux grèves et manifestations auxquelles nous appelons, la rapidité de transmission de nos consignes, le rassemblement des informations, etc.

— T.S. *Dans vos documents et déclarations, vous évoquez souvent votre lutte sur quatre fronts. Qu'est-ce que cela représente ?*

— Effectivement, nous avons engagé nos forces sur quatre secteurs ou plutôt fronts : culturel, économique, militaire et politique.

Ayant été privé d'institutions qui lui étaient propres depuis longtemps, Euskadi perd peu à peu un de ses atouts principaux, la langue, fondement de toute culture. Tous les pays colonialistes savent qu'il faut pour réussir leur entreprise, détruire l'usage de la langue des autochtones et imposer celle du pays dominant.

Pour cela, tous les stratagèmes sont bons. D'une part on ridiculise la langue nationale, en parlant de dialecte ou de « patois » tout en l'excluant de tout enseignement, administration, vie économique ou culturelle, d'autre part on souligne

que la langue de la puissance dominante est parlée et rayonne dans une aire beaucoup plus large. Bref, qu'elle est plus adaptée à la vie moderne.

Ce problème est pour nous capital. Il y a à peine un siècle, tous les basques parlaient leur langue, à Estella (Navarre), comme à Bayonne (Labourd) ou à Valmaseda (Biscaye). Ils pouvaient donc se comprendre. Aujourd'hui, les uns parlent le français, les autres l'espagnol. Sans qu'à aucun moment nous n'ayons été consultés.

Ce problème linguistique et culturel se manifeste à tous les niveaux. Les étudiants français luttent, et ils ont raison, pour obtenir un enseignement dont le contenu ne soit pas bourgeois. A Deusto ou à Pampeleune, nous recevons le même enseignement, mais il est en outre dispensé dans une langue qui n'est pas la nôtre.

Mais ce conflit n'est pas propre aux étudiants. Beaucoup de nos ouvriers — quittant à peine les structures rurales — sont dans l'incapacité de s'intégrer à la vie industrielle moderne, parce qu'ils ne connaissent pas la langue, de ce qu'il nous faut bien appeler l'occupant. Sans que pour autant nous ignorions les solidarités qui nous lient aux ouvriers venus d'Espagne, vivant dans notre pays, et qui souffrent autant de l'exploitation que les ouvriers basques. Nous menons auprès d'eux une intense campagne d'explication.

— T.S. *Vous avez dit secteur économique ?*

— Oui, ne nous trompons pas sur les termes. Notre deuxième secteur est plutôt financier et lié à l'organisation. Cela veut dire que toute une série de militants se préoccupent de nous procurer les moyens indispensables à toute organisation militante. Dans les conditions de clandestinité où nous sommes, cela veut dire tous les moyens légaux, et moins légaux... Mais je vous l'ai dit, nous sommes des résistants...

— T.S. *Vous recourrez depuis longtemps à l'action directe. Elle n'est pas sans ressembler à celle des « Sin Finners » Irlandais entre les deux guerres. Pourquoi ?*

— Depuis 1937, notre pays subit un régime de violence et de répression. Les détentions arbitraires, les

tortures, les extraditions, se sont produites bien avant l'instauration de l'état d'exception. Il n'a fait que s'aggraver depuis.

Nous avons donc décidé de recourir à l'action directe, organisé les commandos, créé un secteur militaire. Les résistants français, ne songeront pas à s'en étonner. Depuis, nous avons mené des centaines d'actions. Ce qui crée un climat d'insécurité. Pas pour la population, nous ne nous trompons pas d'objectif, mais pour les sbires de la police et tous leurs soutiens.

— T.S. *Mais avez-vous une pratique politique, recherchez-vous une formation ?*

— A tous les niveaux, l'explication politique, la persuasion nous paraissent indispensables pour faire comprendre notre action.

C'est ce secteur qui assure toute notre propagande. Nous l'effectuons de manière très décentralisée. A la

fois parce que c'est la seule manière de plonger dans la population, mais aussi pour des raisons de sécurité. Tous les secteurs doivent pouvoir marcher indépendamment.

Ce secteur est chargé de tous les cours de formation. De former les cadres, de les déceler, et de les promouvoir. De définir aussi les mots d'ordre et les consignes.

Travail essentiel mais difficile. Travail que nous sommes obligés de mener dans des conditions autrement délicates que les vôtres. Mais que nous menons.

Bien entendu, c'est au sein de ce secteur, que nous menons toutes les études économiques, politiques et sociales, que nous préparons nos plateformes. Il est vrai que nous avons moins écrit que fait. Mais nous avons fait suffisamment, pour que maintenant on croit aussi à ce que nous disons. Ce sera si vous le voulez bien l'objet d'une autre entretien. □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

EDITIONS DU SEUIL

- LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel 7,50 F
- LA C.G.T., d'André Barjonet 4,50 F
- INTRODUCTION A UNE POLITIQUE DE L'HOMME, d'Edgar Morin 4,50 F
- HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE de Léon Trotsky (2 tomes) 19,00 F

EDITIONS MASPERO

- LIRE LE CAPITAL d'Althusser (2 tomes) 12,30 F
- A.B.C. DU COMMUNISME (2 tomes), de Boukharine 12,30 F
- PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE, de Ch. Bettelheim 6,15 F
- LE PILLAGE DU TIERS MONDE, de Pierre Jalée 6,15 F
- ROSA LUXEMBOURG : Œuvres 1 et 2 (2 tomes) 12,30 F
- MAI 68, UNE REPETITION GENERALE, de Ben Said et Weber ... 8,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

- L'IRIPTION DE NANTERRE AU SOMMET, d'H. Lefebvre 15,40 F
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, de N. Boukharine 15,00 F



LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65

L'art en question

Ils sont de ceux pour qui mai ne fut pas un épisode sans lendemain. Ils sont une vingtaine, peintres et sculpteurs, qui n'ont pas renoncé à contester le statut qui est fait à l'artiste dans notre société, le hiatus avec le public, les structures commerciales de diffusion de la culture. Au mois d'octobre ils ont donc décidé de continuer leur action au sein d'un groupe : la Polycritique (1). Groupe qui n'est pas réservé aux seuls artistes, mais au contraire largement ouvert à tous ceux qui souhaitent discuter de ces problèmes.

La Polycritique s'est déjà fait connaître du public en organisant, en mars dernier, la discussion d'une exposition au musée des Arts Décoratifs. Discussion brutalement interrompue par la police.

Le conservateur du musée d'Art Moderne, lui, se montre plus ouvert. Il accepte que la Polycritique participe à la discussion sur le salon de Mai qui se déroulera le mercredi 28 mai à 20 h 30, au musée d'Art Moderne. Ils comptent bien y faire entendre toutes leurs critiques.

Nous en publions aujourd'hui l'essentiel.

J. G.

Les objectifs de la Polycritique

La Polycritique est née d'une réflexion sur l'attitude du milieu artistique — plus précisément des arts plastiques — vis-à-vis du mouvement de mai. Au cours de cette période on assista à la naissance de nombreuses tentatives tendant à définir la place de l'artiste dans la société actuelle, la contribution qu'il pourrait apporter à l'avènement d'une société socialiste, etc.

Ces tentatives se révélèrent n'être qu'un feu de paille. Trois mois après il n'en restait rien, si bien qu'à la rentrée d'octobre, tout parut recommencer comme avant, les artistes en apparence les plus « révolutionnaires » s'étant empressés de réintégrer le système existant. Devant cette amnésie collective, quelques peintres et sculpteurs, pris d'écœurement, pensèrent que le mal venait de ce que la critique avait été dirigée uniquement vers l'extérieur, sans jamais remettre en cause l'artiste lui-même et son statut social qui l'expose tantôt à la risée, tantôt au respect du spectateur sans qu'il soit jamais question de le considérer d'un regard normal. Critique interne et critique externe devaient donc être étroitement liées : d'où le nom de Polycritique.

La critique interne est une critique des œuvres et à travers elles, de l'homme qui les a faites. Dans un milieu où l'hypocrisie et les congratulations réciproques sont monnaie courante, certains ont eu du mal à supporter cette épreuve où la sincérité

totale est la règle. Il était essentiel pourtant d'y parvenir.

A partir de cette expérience, la Polycritique s'est tournée vers la « micro-société artistique », ensemble clos fonctionnant en circuit fermé, inaccessible aux non-initiés. Le problème du public a donc paru primordial et l'idée d'ouverture essentielle.

La plupart des expositions dans les musées sont faites dans le mépris le plus complet du public. Les conservateurs, qui s'épient les uns les autres, décident de faire telle ou telle exposition à des fins d'auto-satisfaction ou de standing international. Jamais n'intervient le souci d'élever le niveau de conscience du public. Ce devrait pourtant être le rôle de l'Etat. Mais l'Etat rêve avec la culture et il oublie l'éducation. Faire passer la « culture » avant l'éducation sera toujours l'attitude la plus réactionnaire qui soit.

Il est à peine besoin de rappeler que l'éducation artistique est inexistante dans notre enseignement, la France se situant dans ce domaine au dernier rang des pays européens, avec l'Espagne. Peut-être pourrait-on au moins faire quelque chose pour les adultes ? Plutôt que de doubler le circuit des galeries privées, en faisant la même chose « en plus grand » les musées doivent donc avoir un rôle d'explication, d'éclairage, un rôle didactique. Les conservateurs — si bien nommés — n'aiment pas beaucoup qu'on leur rappelle leur métier, parfois même ils appellent la police, comme au musée des Arts Décoratifs, au mois de mars dernier : le public convié par la Polycritique, avait émis la prétention de discuter une exposition !

Les « voix du silence »

Il y a aussi un autre phénomène « bien parisien », celui des « salons ». Leur nombre et la confusion des valeurs qui est leur lot découragent le visiteur. Et pourtant ils se perpétuent, obligeant les artistes qui n'ont pas d'autre occasion d'exposer à des démarches humiliantes auprès des membres du comité, inamovibles et tout puissants, recrutés par cooptation. Certains y sont depuis 25 ans ! La Polycritique demande le renouvellement partiel du comité tous les ans par élection au cours d'une assemblée générale des exposants. C'est bien la moindre des choses.

Qu'il s'agisse des musées ou des salons, leur point commun est la prédominance des intérêts privés, aidés par certains fonctionnaires des « Affaires culturelles » trop complaisants. Personne n'ignore que l'exposition d'un peintre vivant dans un musée national a pour effet immédiat de faire monter considérablement sa cote. De cette plus-value, le marchand est presque seul à bénéficier, le peintre étant lié par un contrat, souvent « léonin ».

La collusion d'organismes dépendant des Affaires culturelles et de quelques grandes galeries parisiennes est connue de tous mais bénéficie d'un tabou qui fait faire le silence sur cet aspect trop méconnu de la « Culture ». Pour avoir osé s'y attaquer les artistes adhérant à la Polycritique ont été mis à l'index : les commandes de l'Etat iront à d'autres, moins imperti-

nents. Tout ceci est sans doute parfaitement normal. Mais il sera tout aussi normal que ces zélés fonctionnaires — dont certains se donnent des allures de « contestataires » dans les diners en ville — suivent le sort de leur ministre et puissent bénéficier de vacances prolongées qui leur permettront enfin d'écouter en paix les « voix du silence ». □

A écouter

● Richard STRAUSS, *Ariane à Naxos*. Sans atteindre la perfection vocale et orchestrale de l'inoubliable enregistrement de Karajan aujourd'hui disparu des catalogues, ce coffret nous offre la meilleure version actuelle du chef-d'œuvre baroque de R. Strauss. Cet opéra en un acte et un prologue mélange volontairement tous les genres et tous les styles. Le prologue est une satire des mœurs du théâtre écrite dans un style vocal d'une grande vivacité. L'opéra proprement dit fait voisiner la valse viennoise, le style italien cher à Rossini et le genre noble néo-wagnérien. Faire coexister ces éléments divers, voire contradictoires, les rassembler en une œuvre cohérente c'est l'impossible gageure qu'a tenue R. Strauss dont l'ironie et la sensualité orchestrales n'ont jamais été si vives.

Rudolf Kempe à la tête de l'orchestre de Dresde dirige avec un souci du détail qui permet d'apprécier les moindres richesses de cette partition.

(Pathé Marconi 3 × 30 cm en souscription jusqu'au 30 juin - 75,00 F.)

● Musiques Royales. Quinze disques viennent d'inaugurer cette collection nouvelle dont le but est de présenter un panorama de la musique de cour et de divertissement. Deux siècles de musique européenne : musique galante, musique d'apparat, musique de circonstance toujours élégante et parfois de très grand style se succèdent d'Elisabeth d'Angleterre à Louis XV.

Je recommanderais particulièrement les disques consacrés à la musique anglaise de la grande époque élisabéthaine. Le souci de plaire à la souveraine n'a pas détaché John Dowland, Thomas Morley et William Byrd du bon terreau populaire. Leur art, aussi grand qu'il soit, y prend souche et même dans ses raffinements ne renie jamais ses origines. Il faut écouter chansons, madrigaux et fantaisies pour viole pour comprendre comment, à la même époque, un Shakespeare subtil et complexe pouvait être également si fortement populaire.

A lire

● Le fait national guadeloupéen (1)

Mars 1967. — La campagne des législatives est ouverte en France comme dans les départements d'outre-mer. Ce sera pour la Guadeloupe le départ d'une série d'événements, parfois cocasses, souvent tragiques, qui vont de la révolte de Basse-Terre et des massacres de Pointe-à-Pitre aux législatives de 68 en passant par le « procès » des Guadeloupéens à Paris.

En reprenant le récit là où son livre précédent l'avait laissé (2), Farrugia — professeur expulsé de l'île par le gou-

Signalons encore un beau disque d'orgue, plein d'une joyeuse fantaisie.

(Musiques Royales, publié par D.G.G. - Chaque disque 22,90 F.)

● GOUNOD, *Roméo et Juliette*. On aurait tort de mépriser cet opéra. Certes, Gounod et ses librettistes n'ont conservé du drame shakespearien qu'une suavité mélodieuse empreinte parfois d'un sentimentalisme facile. Mais dans les limites d'un genre et des déviations que lui faisait subir la société bourgeoise du second empire nous avons une œuvre habile avec de réels accents de sincérité. Et puis cet opéra conserve auprès de la petite bourgeoisie provinciale et du public populaire amateur de « bel canto » un attrait qui doit retenir notre attention.

La direction vive et précise d'Alain Lombard lui communique une vitalité qui peut aujourd'hui encore emporter notre adhésion. Enfin l'émouvante Juliette de Mirella Freni ne peut laisser indifférent.

(Pathé Marconi, 3 × 30 cm. En souscription jusqu'au 30 juin - 75,00 F.)

● Jean-Sébastien BACH. *L'œuvre d'orgue II*. S'il en était encore besoin, le second volume de l'œuvre d'orgue enregistré par Michel Chapuis confirmait l'importance d'une interprétation qui se situe, avec des mérites différents, au niveau des meilleures. (Walcha et M. Cl. Allain.) Refusant à la fois l'emphase et le pittoresque facile, Chapuis met en évidence avec une parfaite clarté les intentions poétiques et religieuses de Bach sans nuire à la cohérence et au dynamisme du discours musical. Cette version lumineusement équilibrée, d'une vitalité sereine, bénéficie d'une remarquable prise de son.

Ce coffret de cinq disques comprend, outre une douzaine de préludes et fugues parmi les plus célèbres, l'*Orgelbüchlein*, petit livre d'orgue destiné à l'éducation des organistes débutants, qui dépasse son but didactique pour atteindre par sa concision, sa ferveur et sa simplicité les sommets de l'art de Bach.

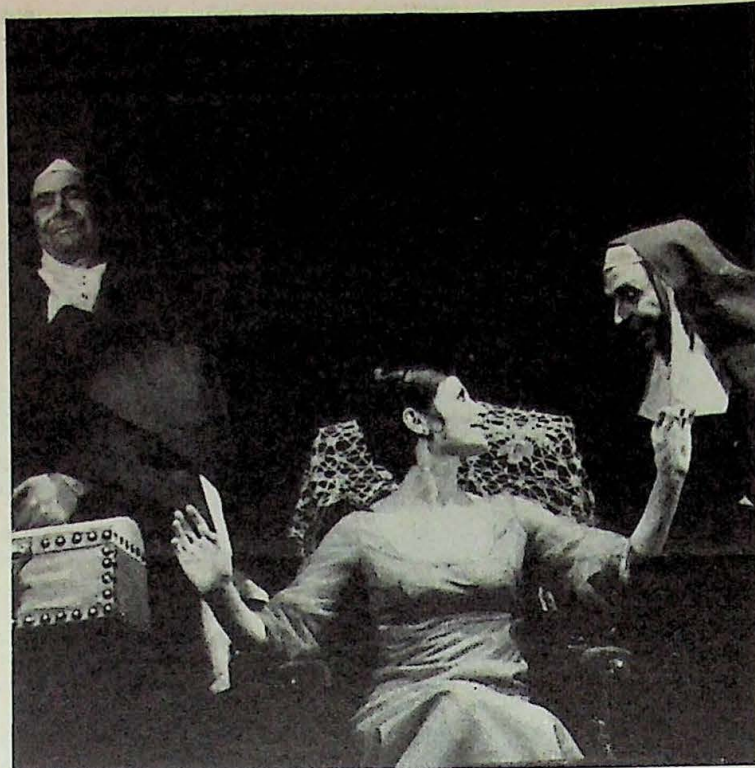
(Valois, 5 × 30 cm qui peuvent être vendus séparément.)

B. S.

(1) 7, rue Brézin Paris (14^e).

(1) Diffusé par son auteur : L. Farrugia, 32, rue Barbès, 94-IVRY.

(2) « Autonomie pour la Guadeloupe », « T.S. » en a rendu compte en 67.



Des contre-révolutionnaires et des rats

Dominique Nores

Quelque part en coulisse, c'est le monde noir en insurrection, Haïti, la révolte des esclaves. Les personnages d'Eduardo Manet (*), en position de défense, n'auront pas d'autre lieu de jeu qu'un souterrain cerné par la menace, un trou de rats aux issues aveuglées par des tentures et de vieux meubles. Ici, il ne s'agit de rien d'autre que de survivre. Comme les bruits, le jour du dehors filtre par d'étroites fissures.

Un rai de lumière fait exister un étrange crucifix, une croix rudimentaire au-dessus de laquelle une tête de métal grimace. Et sous le crucifix, trois êtres. De véritables religieux appartenant à la race dominante, la créole, selon Eduardo Manet; mais, selon Roger Blin, le metteur en scène, trois hommes — non pas des acteurs qui jouent des rôles de femmes, ce serait un artifice de théâtre — mais des hommes réels qui, pour durer, pour passer d'un trou de rat à un autre plus confortable, ont pris l'habit qui les dissimule-

rait le mieux et qui font corps, autant qu'ils peuvent, avec leur déguisement.

Il ne s'agit plus pour eux que d'attirer une femme, une perruche de l'aristocratie qui porte sur elle les parures, toutes d'or et de pierres précieuses, qui sont la marque de l'exploitation, pendant des générations, de l'homme par l'homme et qui devraient pouvoir payer sa fuite vers ce qui est, pour elle, le monde libre. Mais une perruche au cou si fin. Il suffit de tordre ce cou. Au bout de cet effort minime, il y a la mer, le poids des rames dans les mains, le goût du sel sur les lèvres. Au-delà il y a le monde où les bijoux volés financent tout, « le normal et l'interdit » ou, plus simplement, pour ces individus traqués, la vie tranquille.

Mais, la femme morte, il devient vite manifeste que ses meurtriers ne pourront pas quitter la cave où ils se terrent. Tam-tam, cloches, cérémonies d'église dont on entend l'écho, évoquent un monde où les

deux religions se sont rejointes, la catholique et la vaudou, pour faire passer sur tous ceux qui ne prennent pas part à la révolte le souffle de la terreur. Maniant tantôt le couteau, tantôt l'observation aiguë, l'un de l'autre, trois êtres traqués montrent une humanité qui s'arrange au plus bas avec sa peur : aucune action cohérente, des bribes d'action. Se cachant les uns des autres, chacun creuse le tunnel qui doit lui permettre de s'évader seul avec l'acharnement, la furie dans l'acte inutile des bêtes aveugles.

Remarquablement montée par Roger Blin, qui a demandé à ses interprètes — en particulier à Etienne Bierry et à André Julien — une capacité d'attention tour à tour féroce, ironique, subjuguée, lorsqu'ils percent l'autre au plus secret, la pièce pouvait n'être qu'une farce sinistre, violemment antireligieuse (dans la mesure où religiosité et fuite devant le réel vont de pair) et capable de faire passer sans transition de la tension dramatique à celle du rire.

Mais l'intérêt de la pièce est plus encore dans la réflexion politique qu'elle propose. L'affrontement des personnages, qui est un affrontement réel, fondé sur une opposition de classe et, à l'intérieur d'une même catégorie sociale, sur la divergence des humeurs et des intérêts du moment, ne dissimule pas une vérité bien plus essentielle de l'œuvre : l'unité, la cohérence profonde de ce que, sans lui donner seulement un contenu racial, on pourrait nommer le « pouvoir blanc ».

Eduardo Manet est un Cubain qui vit chaque jour, à Cuba, l'aventure actuelle du socialisme. Ce qui l'occupe ici c'est cette charnière entre les deux mondes, celui qui a fait sa révolution et celui qui se cramponne à des formes qui, pour beaucoup, ne sont plus des formes authentiques de vie et ne témoignent que d'une solidarité d'intérêt, fausse, entre ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien.

Un moment vient où sur le plateau la révolte tourne, passe de l'allégresse aux chants susceptibles de conjurer le mauvais sort. Alors les « nonnes », qui ne songeaient qu'à se partager ses dépouilles, se raccrochent à une aristocratie d'argent seule capable, pensent-elles, d'assurer leur salut en réduisant les dernières poussées révolutionnaires. La morte déterrée, fardée, parée de ses bijoux, devient sur la scène l'image du pouvoir contre-révolutionnaire, pouvoir de l'ordre, de la tradition, conservé à ses ayants droit par le parti de la peur.

Voilà qui ne nous éloigne pas trop de nos actuelles préoccupations. □

(*) Les Nonnes. Au Théâtre de Poche-Montparnasse. 21 h sauf dimanche. 75, boulevard du Montparnasse. 548-92-97.

Musique de l'Est

La quinzaine de musique russe et soviétique, qui se déroule depuis samedi au Théâtre de la Ville (1), est incontestablement un des grands événements musicaux de l'année. Au cours de ce festival, sur 40 œuvres jouées, il y aura 30 premières auditions en France : allant des chants liturgiques et populaires du XVII^e siècle aux plus récentes compositions de Chostakovitch ou de musiciens plus jeunes comme Babadjanian et Chtchedrine qui interprètent eux-mêmes leurs œuvres au piano.

Trois orchestres français dont l'Orchestre de Paris, deux des plus grands chefs soviétiques, les chœurs Alexandre Yourlov et le violoncelliste Rostropovitch donneront à ces concerts un éclat particulier.

Nous en reparlerons.

Jeudi 22 mai à 20 h 15. L'Orchestre de Paris, dirigé par Guennadi Rojdestvenski avec Rostropovitch : **Symphonie pour violoncelle et Alexandre Nevski** de Prokofiev.

Vendredi 23 mai à 20 h 15. **Concert de musique de chambre** avec Babadjanian et Chtchedrine.

Samedi 24 et mardi 27 mai à 20 h 15. **La Mort de Stenka Razine** de Chostakovitch et le **Concerto pour violon** de Khatchatourian.

Mercredi 28 à 20 h 15. **Concert à Capella** par les chœurs A. Yourlov.

Jeudi 29 mai à 20 h 15. **Récital** du violoncelliste Rostropovitch.

B.S.

(1) Au Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet. Tél. : 887-35-39. Prix des places, de 10 à 15 F. De 8 à 10 F pour les abonnés.

Théâtre d'enfants

Bien que Patrice Chéreau ait renoncé à ses fonctions de directeur, le Théâtre de Sartrouville veut continuer à vivre. Entreprise délicate, puisque l'Etat, ignorant l'équipe de jeu et d'animation que Patrice Chéreau avait constituée, a toujours subventionné en lui, de façon nominale, le créateur et que la subvention versée par la municipalité pour un an a été dépensée.

L'équipe actuelle ne peut plus se proposer une activité créatrice permanente. Néanmoins et dès cette année, elle a pris en charge **Tchao et Lon-né**, le plus récent spectacle que Catherine Dasté ait conçu et mis en scène à partir d'histoires inventées par les enfants de dix-neuf classes primaires de Sartrouville.

Dans un prochain numéro, Catherine Dasté nous parlera de son travail dont l'intérêt est considérable tant par sa valeur esthétique que par le rapport nouveau qu'il établit entre le monde des enfants et l'indispensable apport des interprètes adultes. En attendant, il faut aller voir **Tchao et Lon-né**.

● du 20 au 23 à la Maison des Jeunes de Colombes.

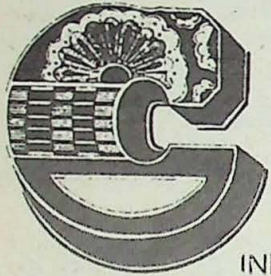
● du 29 au 31 à Amiens.

● du 3 au 7 juin au Théâtre de l'Ouest Parisien.

● du 10 au 20 juin à Caen.

● du 23 au 26 à Rennes.

Toutes ces séances sont des séances d'après-midi puisque destinées aux enfants (renseignements : Théâtre de Sartrouville, rue Thiers, 78. 962-42-83.



INEMA

La répétition générale

Jean-Luc Pouillaude

Furtive et attentive, la caméra glisse en de longs mouvements feutrés, circonscrivant l'espace du studio capitonné, couleur rouge framboise, où les Rolling Stones enregistrent inlassablement leur dernier disque « Beggar's Banquet ». Espace hermétiquement clos où les musiciens au fur et à mesure qu'ils inventent un rythme et des sonorités s'enferment dans leur propre jeu. Monde fermé où surgit sur un mode véhément et pourtant réglé une musique martelée, agressive jusqu'à atteindre un niveau obsessionnel. La voix rauque de Mike Jagger, sorte d'érucción primitive, monte comme une lamentation pour éclater et se dissoudre en d'inquiétants râles...

Dans un cimetière de voitures, près de la Tamise, un groupe de Noirs du Black Power organise la lutte révolutionnaire contre la société répressive. Une femme blanche est étendue, à demi-inconsciente, sur le pavé mouillé. Un noir accroupi auprès d'elle la caresse en des gestes infini-

ment lents, tandis qu'un de ses compagnons lit Stokely Carmichael, Eldridge Cleaver et Le Roi Jones...

Avec « ONE PLUS ONE », Godard ne se contente pas de mettre bout à bout dix séquences de douze minutes chacune, il enchaîne et lie en un unique discours deux types de révolte.

La fonction du montage n'est pas de renvoyer une à une deux données (en apparence) hétérogènes mais d'effectuer sinon une addition (1 + 1), plutôt un produit (1 x 1). « One plus one » n'est pas un objet esthétique où seraient par hasard abolis récit, sujet, auteur, mais un radical mouvement de subversion qui inscrit le cinéma comme opération de production dans le cadre de la praxis sociale. **Produit** signifie donc : production d'un discours qui est en même temps pratique révolutionnaire.

Dans cette chaîne, la mise en rapport Rolling Stones - Black Power pose un système de correspondances qui devient

un jeu d'interférences au sein même de la production du discours révolutionnaire.

Si les Black Panthers installent leur lutte politique au cœur même d'une violence libératrice en une réaction exaspérée contre l'oppression bourgeoise allant jusqu'à l'exécution quasi-rituelle de trois femmes blanches, les Rolling Stones s'inventent un univers qui n'est pas seulement la sphère rassurante de la Pop Music. A travers les rythmes lancinants et les imprécations proférées, là aussi s'exhibe une sorte de rituel magique. Alors que la violence des Rolling Stones, relève de l'exorcisme conjuratoire, celle des Black Panthers débouche sur la révolution permanente. Mais cette révolution, dans l'espace clos du cimetière de voitures, n'est que jouée et mimée : ressentie comme une urgence, elle n'est pas effectivement accomplie. Révolution toujours différée, bloquée par l'obstacle de la social-démocratie qui précisément refuse qu'elle soit permanente.

« ONE PLUS ONE » devient alors un implacable règlement de comptes. Car si l'expression la plus perfide de la société bourgeoise est l'immobilisme réformiste, c'est avec ce dernier qu'il faut une fois pour toutes en finir pour passer enfin aux choses sérieuses. D'abord interviewée par une équipe de cinéastes aux questions desquels elle ne répond que par oui ou par non (comme à un vulgaire référendum), Eve Démocratie (Anne Wisemsky) sera immolée sur une plage par le Black Power et son corps, déposé sur une grue, s'élèvera vers le ciel entre le drapeau noir et le drapeau rouge. L'office quasi-liturgique des Rolling Stones qui répètent leurs incantations, le mime politique joué par les Black Panthers qui répètent la révolution, débouchent sur cet holocauste sanglant, sur cette purification radicale : le meurtre de la démocratie et, par là, le passage de la révolte à la révolution. Les deux types de répétition ne sont plus des substituts à l'action mais représentent le moment fondamental et premier de la rupture définitive à partir duquel un monde nouveau devient possible. La répétition qu'accomplit le parcours réglé de « One plus one » n'est pas l'annonce lointaine et nostalgique de la révolution : elle en est la répétition générale.

NOTA. — Bien entendu, à propos de cet objet filmique nommé « Le dernier Godard », a resurgi un certain infantilisme critique que Godard se coupe de tout public, c'est une assertion non moins péremptoire qu'aveugle. Car si, surtout depuis « Week-end », le cinéma de Godard est celui de la provocation, sa fonction propre en nous déroutant est de nous faire opérer un certain recul et une distanciation. Si le public refuse de voir, ce n'est pas parce qu'il ne sait pas mais parce qu'il ne veut pas voir, tant il est occulté par la conception du cinéma comme « Spectacle », du cinéma comme « Imagerie », qui s'exhibe actuellement d'une façon particulièrement privilégiée à la foire festivalière de Cannes. Ce que Godard nous demande, c'est de tuer en nous ce qu'il tue à l'écran, à savoir l'hypocrisie du libéralisme. □

Un film comme les autres

J.-P. Fargier

Ce film de Jean-Luc Godard vous ne le verrez jamais certainement sur les écrans des salles que vous fréquentez habituellement. Il n'a aucune existence légale, il fut réglé en juillet dans la foulée des événements de mai. Si nous vous en parlons quand même, c'est d'une part parce qu'il constitue un des films les plus intéressants visibles aujourd'hui et d'autre part parce que...(*)

L'intérêt de cette bande réside dans la combinaison de di-

vers matériaux sonores et visuels en vue de provoquer des effets déterminés chez les « spectateurs ».

La bande image est composée de documents muets, en noir et blanc, montrant des moments caractéristiques de mai et juin 68, et d'images fixes, en couleurs, d'un groupe d'étudiants et d'ouvriers discutant cet été sur les perspectives des événements.

Echec ou début d'une lutte prolongée ? Le rôle du P.C. ? Les nouvelles formes d'organisation. Nationalisation ou autogestion ? Violence ou passage pacifique au socialisme ? La grève active. La fonction désaliénante du spectacle.

La bande-son est formée par la discussion du groupe et par un discours composite où l'on reconnaît une chronologie des événements, un commentaire et un ensemble de citations de Marx, de Lénine, etc...

L'importance que nous accordons à ce film ne vient pas de ce qu'il relaterait le mieux qu'il se peut ce qui s'est passé au printemps dernier. L'importance politique vient de la manière dont Godard, ici, joue avec les sons et les images. Son travail est orienté vers un but bien précis. En supprimant le son des images de mai il renvoie ces événements dans le passé et désigne ce qui compte aujourd'hui la parole révolutionnaire. Il force notre attention envers cette parole qui continue en ne nous donnant presque rien à voir mais beaucoup à entendre : en filmant de loin, de dos ou de trop près les militants qui parlent, il ne dérout pas tant la police à l'affût de visages qu'il ne nous contraint à nous intéresser plus à ce qui est dit qu'à ceux qui disent.

Ainsi ce parti pris (rien à voir, tout à entendre) est à la fois esthétique et politique. Il produit une prise de distance de la part de ceux qui suivent son mouvement jusqu'au bout. Le spectateur aboutit à un regard nouveau sur les événements de mai et même sur tout événement politique. Car ce qu'en définitive ce film « comme les autres » apporte c'est une grande suspicion envers toute « dramatisation », spectacularisation de la politique. Donc à une profonde méfiance envers les films dits politiques (tels « Z » ou les films américains de la même veine) et qui ne sont qu'une spectacularisation de la politique dans les pires formes du cinéma bourgeois.

Si Godard parvient à un tel degré de maturité (où beaucoup on de la peine à le suivre) c'est parce qu'il avait mis au point sa formule bien avant mai. Car il n'y a ni secret ni « grâce » de mai. Il y a seulement la détermination révolutionnaire de ceux qui avant comme après mai travaillent à un cinéma désaliénant.

(*) ...Vous pourrez le voir en vous mettant en rapport avec nous.

Un destin national de plus

Pierre Gautier

La candidature de Gaston Defferre ne suscitait guère d'enthousiasme. Elle se ressentait trop du spectacle désolant d'Alfortville, de l'impuissance manifestée par la F.G.D.S., puis la S.F.I.O. depuis mai 1968. Selon « L'Express », Gaston Defferre ne dormait même pas très bien et se voyait déjà réduit au rôle d'aide de camp d'Alain Poher. Maintenant, il dort mieux, il vient de recevoir l'appui attendu et espéré de Pierre Mendès France, et peut enfin apparai-

Sur le plan du programme, le tandem n'est guère plus encourageant pour ceux qui, à toutes forces, voudraient en faire des hommes de rigueur et des défenseurs du socialisme. Passons sur l'éloge que Pierre Mendès France a fait de la loi-cadre Defferre de 1957, qui est à l'origine de la balkanisation de l'Afrique et a servi de point de départ à la politique de Foccart. Passons aussi sur les grands desseins de politique internationale tels qu'ils apparaissent dans

sordre des investissements, contre les évasions de capitaux, mise au point d'une véritable politique industrielle. Tout cela est bel et bon, mais quels sont les moyens pour pratiquer cette politique. Ils se réduisent finalement à peu de choses ou laissent augurer des mesures antipopulaires : « Il ne s'agit pas de promulguer un plan autoritaire centralisé, dictatorial, mais d'orienter les épargnes vers les besoins les plus essentiels qui sont sacrifiés aujourd'hui. Pour rendre des interventions de l'Etat dans le domaine industriel à la fois plus puissantes, plus cohérentes, plus coordonnées les unes avec les autres, les Anglais et les Italiens ont imaginé des moyens souples et nouveaux. »

Le modèle est en fait la politique industrielle de Wilson et la gestion économique du centre-gauche italien, c'est-à-dire un modèle de politique moderne de défense du profit. A la clé, il y a le contrôle des augmentations de salaires et même une politique nationale des revenus, car une autre politique, compte tenu de la conjoncture monétaire et économique internationale, n'est pas pensable dans le cadre d'une économie capitaliste.

Defferre et Mendès ont-ils senti tout ce que pouvait avoir de refroidissant un tel programme, à côté duquel les options de François Mitterrand en 1965 ressemblent à du « gauchisme » ? On peut s'interroger à ce propos quand on lit dans l'éditorial de J.-J. Servan-Schreiber, qui a l'habitude de mettre les pieds dans le plat : « Qu'est-ce qui retient M. Duhamel et d'autres qui, comme nous, veulent une France industrielle et une Europe fédérée de voter Defferre ? Voilà la question à se poser. Leur réponse est sans doute que MM. Defferre et Mendès France sont trop socialistes. C'est une plaisanterie. Ils ont simplement compris la vérité fondamentale de notre époque : la justice sociale est non seulement un objectif moral, mais la condition de la croissance industrielle. Si c'est cela être socialiste, nous devons l'être. Si c'est selon les dogmes et les catéchismes, aller vers l'abolition de la concurrence, la planification autoritaire et la société collective, nous n'en sommes pas : mais MM. Defferre, Mendès France et leurs électeurs pas davantage. »

Toujours est-il que Pierre Mendès France a cru bon de remettre à l'ordre du jour le vieux thème éculé de la « gauche non communiste » qui doit être plus forte électoralement que le P.C.F., un peu comme une sorte d'objectif intermédiaire qui doit permettre de rallier à l'attelage Defferre-Mendès

tous ceux qui, autrement, feraient la fine bouche sur les entretiens Defferre-jeunes patrons (centre des dirigeants d'entreprise) ou sur le conservatisme des options présentées. Peut-on imaginer, après Alfortville, vue plus mystificatrice que celle-là. On se sert de l'inconsistance apparente de la candidature Poher (le réconciliateur), du stalinisme mal réformé du P.C.F. pour masquer le caractère profondément bourgeois d'une orientation pour repeindre à neuf un édifice vermoulu et pourri (la S.F.I.O.), alors que, pour des socialistes et des révolutionnaires, les vrais problèmes sont ceux du renouvellement de la stratégie du mouvement ouvrier, de l'union dans le combat et la fraternité des travailleurs, qu'ils soient communistes ou pas.

Tout cela serait dérisoire si, en même temps, le nom de Mendès France ne risquait pas de tromper beaucoup de monde. Mendès France n'a-t-il pas été membre du P.S.U., n'a-t-il pas bénéficié depuis la chute de son gouvernement, en 1955, de la flatteuse réputation d'un homme politique intransigeant sur les principes. Sans entrer dans des analyses psychologiques, dont les commentateurs de presse sont trop friands, il faut faire comprendre au plus grand nombre que la conception politique défendue par Mendès France le préparait à faire ce pas. Son adhésion, en 1959, au P.S.A. quelque temps avant la fondation du P.S.U., n'impliquait aucune révision des conceptions qu'il avait défendues au sein du parti radical, mais simplement la recherche d'un champ d'action plus commode que le parti radical ou la S.F.I.O. Au P.S.U., en prétendant rester au-dessus de la mêlée, Mendès France avait toute latitude pour affirmer ses orientations « d'homme d'Etat », c'est-à-dire d'homme politique faisant appel de temps à autre à l'opinion en général, au-dessus des classes, au-dessus des partis. L'équivoque a commencé à être levée en mai-juin 1968 lorsqu'on a vu Mendès France préférer les négociations avec la F.G.D.S. plutôt que les propositions de son parti, et lorsqu'on l'a vu après les élections législatives de juin 1968 quitter un parti qu'il considérait comme trop extrémiste.

Comme l'a indiqué Roger Priouret à la télévision, Mendès France est, après bien d'autres, à la recherche d'un destin national. Mais c'est justement ce dont les masses populaires n'ont pas besoin, puisqu'elles ont à prendre leur destin dans leurs propres mains pour se libérer de l'oppression et de l'exploitation. □



A.F.P.

tre comme un candidat sérieux, bénéficiant de la sympathie de Jean-Jacques Servan-Schreiber et de Jean Daniel.

La première conférence de presse des deux candidats jumelés n'a pas manqué d'un certain comique. Nous avons ainsi appris qu'ils avaient tous les deux mauvais caractère, qu'ils entendaient introduire une nouveauté essentielle dans la vie politique française, le régime présidentiel à deux têtes, sans rien changer de fondamental à la constitution de la V^e République. Cette nouveauté sera, nous dit Mendès France, « le véhicule du retour au civisme et à la responsabilité, conditions du renouveau ». (« Nouvel observateur », 19 mai 69.) En somme, le renouveau se réduit à choisir pour sept ans et sans possibilité de contrôle une paire d'hommes politiques qui demandent un chèque en blanc.

l'interview au « Nouvel observateur » : « La politique gaulliste a été, dans tous les domaines, dirigée contre les institutions internationales pour les affaiblir. Nous nous attacherons au contraire à les consolider, à accroître leur autorité et leurs moyens. » Ce qui nous promet, en somme, le renforcement des organes de la petite Europe des Six, du pacte atlantique et, pourquoi pas, le retour à l'O.T.A.N.

Venons-en plutôt à un point qui concerne immédiatement la politique intérieure française : les conceptions économiques et sociales du tandem. Mendès France nous apprend que les mesures proposées par un gouvernement de gauche (donc le sien) n'auraient évidemment aucun rapport avec celles d'un gouvernement Pompidou, pas de coupes claires dans le budget de la Santé publique et de l'Enseignement, lutte contre le dé-